RETOUR SUR LA LUTTE ANTINUCLEAIRE DANS L'OUEST

De l'automne 2011 au printemps 2013



De Valognes au Chefresne

Mai 2013

« Ziffel : *Bien. On ne peut penser qu'en tenant certaines choses pour connues et acquises, c'est entendu.*
Kalle : *Surtout, on ne peut agir qu'en tenant certaines choses pour tranchées…*
Ziffel : *Cependant il faut aussi en reconnaître d'autres, et parfois les mêmes, comme inconnues et nouvelles, sans quoi on ne pense pas, on radote, et on n'agit pas non plus, on s'agite seulement.* »
Dialogues sur l'achèvement des temps modernes,
JAIME SEMPRUN

Introduction

Lorsque les côtes japonaises sont envahies par le tsunami du 11 mars 2011, la centrale de production d'électricité nucléaire de Fukushima est ensevelie[1]. L'électricité coupée, les systèmes de secours d'électricité inopérants, plus rien n'assure le refroidissement du mécanisme atomique. Son explosion est le début du processus[2] d'éparpillement de la radioactivité, qui s'ancre dans la terre, ne se dissout pas dans l'eau, pénètre tous les corps, et dure une éternité.

Ces éléments radioactifs altèrent les cellules et, immédiatement ou lentement, nous tuent. Pour ceux qui restent sur place, il faut se prémunir du dehors. Craindre la pluie qui rabat au sol les particules, ne pas mettre ses mains dans la terre qui les retient, se demander s'il est sain de toucher l'autre, qui est peut-être moins attentif que nous; interroger son compteur Geiger avant de déclarer supportable, tel endroit, tel aliment, tel jouet, tel être. Pour ceux qui restent hors de ces zones, il leur faut craindre qu'elles viennent à eux, par la nourriture et tout ce qui y est produit et exportée, par ceux-là mêmes qui en sortent, par la confiance qu'on porte à la pertinence des délimitations de cette zone, par le fait de n'habiter pas loin d'une centrale, parce qu'en ce sens nous vivons tous en zone contaminée[3].

---

1 Construite aux abords de l'océan, la centrale peut ainsi se servir de l'eau pour refroidir son installation, seul moyen de rendre possible son fonctionnement.

2 Depuis bientôt deux ans, et pour longtemps encore, la centrale crache encore de ces éléments radioactifs. L'explosion est en ce sens le début et pas le tout d'un événement.

3 Aux abords des centrales, des courants marins qui le bordent, des fleuves qui les servent ; autour des camions et trains qui transportent le nucléaire ; dans les anciennes mines d'uranium… Il n'est pas besoin d'expertise scientifique pour ressentir cette transformation radicale. Pour ne prendre que l'exemple de la Manche, les cancers infantiles n'y sont pas chose exceptionnelle, loin de là, et la

Mais cette contamination ne s'arrête pas là. Si le nucléaire s'immisce en nous et nous ôte le poids de l'existence, ce n'est pas seulement qu'il nous tue, mais tout autant qu'il gère nos vies. Cette machinerie a besoin de compétence, de science, de matériaux, et donc d'une gestion mondialisée des ressources avec tout son lot de jeux de pouvoir, d'une éducation très spécialisée et d'une main-d'œuvre qui prend des risques, d'une industrie énorme et qui consomme beaucoup d'énergie, bref d'un système économique dirigeant. Pour ne pas exploser, il impose une attention à sa monstruosité et, dès lors, c'est ce que l'on peut vouloir vivre qui est, pour toujours, déjà biaisé : la façon dont pourront s'organiser les sociétés, les relations qu'on peut tisser avec ce qui nous environne, etc., et ceci, déjà, pour des milliers d'années. Atrophiant nos vies, nos pensées, notre liberté, le nucléaire est installé en nous. Comment ne pas voir alors que, depuis l'exigence économique, c'est la science et l'organisation étatique qui visent à se rendre nécessaires pour l'éternité ?

Lorsque Fukushima, (et partout où les vents et courants vont depuis lors), est noyée sous l'irradiation, l'effroi nous saisit pour ceux et celles qui en subissent directement le mal en leur corps et dans leurs conditions d'existence. La rage contre celles et ceux qui ont rendu cela nécessaire nous envahit et, comme tant d'autres avant nous, nous voulons tenter à notre tour de nous départir de cette horreur. Contre le nucléaire, civil, médical ou militaire, de son origine dans l'exploitation qu'il impose aux terres, aux hommes et aux femmes pour extraire l'uranium puis l'utiliser dans son application et son insinuation dans les corps et les pensées. Ainsi cette lutte ne peut être partielle pour nous ; elle est lutte contre le nucléaire et, par-là même, lutte contre l'organisation sociale qui l'a rendu possible.

---

population entière se voit plus touchée aussi. Les rejets massifs d'eau radioactive sont connus, les pêcheurs du dimanche comme les professionnels ne sont pas dupes. Les accidents « sans incidence » se succèdent dans les centrales, et les journaux sont les relais quasi quotidiens de cette habituation à la vie en territoire contaminé. Le lait des vaches tourne sous les lignes THT comme les néons s'allument, les dépressions naissent autant que les cellules se transforment ; corps et pensées sont traversés par le champ électromagnétique qui parcourt ces terres. Comme pour le nuage de gaz échappé de l'usine SEVESO de Rouen, qui n'est « pas grave » même s'il provoque évanouissements et vomissements sur plusieurs jours de Paris à Londres, les habitants des régions nucléarisées sont les cobayes autant que les témoins gênants de ce qu'il en coûte de produire l'énergie du futur. Mais n'est-ce pas à ce prix que nous aurons enfin des voitures électriques écologiques ? Enfin, s'il en fallait, l'étude du Dr Viel témoigne de cette corrélation entre taux de cancers et proximité avec les centrales, et cette étude lui aura coûté sa réputation. Une autre enquête plus récente, depuis l'Angleterre, démontre la hausse des leucémies infantiles à mesure qu'on se rapproche de la centrale de Flamanville: http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/ijc.27425/abstract

C'est ce début de lutte (avec ses échecs et ses espoirs) que nous, et beaucoup d'autres, avons mené dans le Cotentin depuis un an que nous voulons présenter ici. Non pas pour relater les faits et raconter l'histoire une fois de plus mais pour chercher à analyser ce que fondamentalement nous voulons dire de ce qui doit être l'enjeu d'une lutte antinucléaire. C'est une lutte pour penser, car nos mots ne sont bien souvent pas les nôtres – ils portent des idées que nous refusons[1] –, ou que nous voulons du moins mettre en question. C'est une lutte pour s'organiser, car nous espérons la communauté où chacun-e puisse comprendre, discuter et décider. Une lutte émancipatrice ne peut avoir d'autres bases. C'est une lutte frontale, un affrontement physique contre celles et ceux qui protègent et rendent possible le nucléaire.

Dès lors, depuis cette ambition, nous ne pouvions nous retrouver dans les propositions de la contestation établie. En effet, les deux propositions les plus évidentes, pour qui veut lutter contre le nucléaire, sont : ou bien l'électoralisme, et la perspective d'un accord politique sur l'arrêt du nucléaire civil et militaire, à plus ou moins long terme, et pour cela rejoindre ou voter pour Les Verts ; ou bien le lobbyisme et l'action citoyenne en rejoignant Greenpeace ou le réseau Sortir du nucléaire.

Mais plaider pour les Verts, c'est s'en remettre à la confiance qu'on peut leur porter, et le moins que l'on puisse dire c'est que leurs forfaits à l'encontre du mouvement antinucléaire sont longs comme le panache qui s'échappe de Fukushima[2]. Plus ils se rapprochent du pouvoir et moins ils sont pressés d'en finir avec le nucléaire, et plus ils l'exercent et moins ce sujet devient problématique. Et pourtant ils continuent à jouir d'une aura heureuse dans le mouvement antinucléaire. Devant la répression sans faille de l'État, devant la

---

1 « Biodiversité », « développement durable », « écologie »…, nous y reviendrons plus précisément.

2 Quelques exemples dans le désordre : Pour D. Voynet ministre de l'Ecologie du gouvernement Jospin, dès les premières semaines de participation gouvernementale, il n'était plus question, dans ses propos, de « sortie du nucléaire », mais de « sortie du tout-nucléaire ». Puis elle a légitimé de fait le retraitement et l'enfouissement du nucléaire. D'une part, en effet, elle cosignait un décret autorisant la Cogema à étendre l'usine Melox – productrice de MOX – de Marcoule (Gard), alors que les accords Verts-PS en vue des législatives prévoyaient un arrêt de la production de ce combustible particulièrement dangereux. D'autre part, le 6 août 1999, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) était autorisée à « installer et exploiter » sur le territoire de la commune de Bure (Meuse) un pseudo-« laboratoire » souterrain d'étude du stockage des déchets radioactifs, ouvrant en fait la voie à l'enfouissement définitif (c'est-à-dire pour des dizaines de milliers d'années) et irréversible. Dans le même sens, à l'aube de son entrée au gouvernement, Cécile Duflot a parlé, non plus de sortie du nucléaire, mais « d'ouverture de l'horizon d'une sortie du nucléaire ». Visiblement pas traumatisée de participer à un gouvernement qui assume ceci de son ministre de l'Industrie : « Le nucléaire est une filière d'avenir. » Entre autres couleuvres plus larges que le déficit de l'EPR, n'oublions pas la merveilleuse abstention des Verts au conseil régional de Basse-Normandie sur la motion de soutien à l'implantation du nouveau réacteur EPR à Flamanville ; permettant par-là même à la motion de passer ! Enfin nous ne résistons pas à mettre en **annexe n° 1** le discours de D. Voynet à l'assemblée légitimant le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

justice partiale, ils représenteraient, enfin, le recours de la démocratie. Comme s'ils étaient la chance de tout mouvement, la chance de rendre concrète son opposition, la chance de faire venir directement au lieu de pouvoir l'antinucléaire, l'écologie, la chance de dépasser les intérêts économiques par la volonté du peuple. Mais, tristement, nous n'avons pu que constater comment les mouvements populaires n'ont toujours été pour leurs dirigeants que des possibilités stratégiques dans leur lutte en vue d'accéder aux « responsabilités ». Fondamentalement, nous voulons pouvoir décider nous-mêmes de ce qui doit composer nos territoires et ne pas espérer qu'un capitalisme écologique soit plus heureux pour nos conditions d'existence.

Quant au « Réseau » ou à Greenpeace, nous ne pouvons nous accorder avec cette démarche. Car Greenpeace procède par coups d'éclat, le plus souvent pour mettre en avant des failles de sécurité, renvoie les actions à un groupe très restreint et dans un but publicitaire qui doit servir sa deuxième activité, le lobbyisme, c'est-à-dire à nouveau s'en remettre aux décisions politiques. Quant au Réseau, il tend, lui, par le biais d'actions citoyennes (manifestations, actions symboliques, réunions publiques…), à faire tout autant la publicité du slogan « non au nucléaire » qu'à rendre compte de l'impossibilité d'agir concrètement contre cette industrie. De fait, si ces réseaux peuvent compter des milliers de sympathisants, leur pouvoir est celui de rejoindre ou non les initiatives, jamais de les proposer ; et si chacun des participants de ces mouvements doit être aussi sincère que nous dans sa démarche, nous préférons développer l'idée que c'est par nous-mêmes (et sans rien attendre de ceux qui ont créé ce que l'on combat) que nous pourrons imposer la sortie du nucléaire. Nous ne croyons pas que c'est par manque d'information que la population ne s'investit pas dans cette lutte mais que c'est plutôt à cause du manque de consistance de ces luttes. Il nous faut nous organiser ensemble pour développer enfin le sentiment que nous pouvons avoir prise directement sur notre manière de vivre[1] et empêcher les décisions que nous refusons de voir s'appliquer.

Nous avons donc voulu relancer cette idée de la lutte, et nous l'avons tenté dans la région la plus nucléarisée de France, la Manche. Le nucléaire y est là-bas roi, non pas parce que la population y adhère mais parce que le constat de son évidence est ressenti comme une fatalité. Son contrôle économique est total, il pourvoit en emploi et arrose les municipalités très largement en

[1]En cela nous n'avons rien inventé ; qu'on se souvienne des actions antinucléaires des années 70-80 : par exemple, : en février 1977, à l'initiative du CRILAN, le site de Flamanville est occupé par 200 personnes (agriculteurs, marins-pêcheurs…) rejoints ensuite par 3 000 manifestants qui bloquent le chantier ; ce n'est que le 8 mars que le site sera récupéré par la police . En janvier 1979, ce sont 7 000 personnes qui bloquent rues et rails dans Cherbourg et Equerdreville contre l'arrivée de combustible japonais.

subventions. Toutes les expérimentations y sont permises : entre l'usine de retraitement des déchets, l'EPR en construction, les réacteurs en fonctionnement à Flamanville et les larges étalages de lignes Très Haute Tension qui traversent la région, c'est tout l'environnement du pays qui dit le nucléaire. Il y a eu de nombreuses luttes, de différentes formes, de l'action directe à l'action en justice ; il y a eu plusieurs études, qui montrent comment la population est affectée par les cancers plus que partout ailleurs. Alors comment ne régnerait-il pas là-bas le sentiment d'apathie de ceux qui se savent définitivement abandonnés et impuissants ? Il est clair que seul un mouvement d'ampleur et inscrit sur le long terme pourrait insuffler à nouveau l'énergie vers une lutte antinucléaire. Dès lors, notre ambition a d'abord été de frapper un grand coup, pour montrer qu'une communauté peut par l'action mettre à mal au moins un instant l'arrogance nucléaire ; puis pour dire qu'il est possible d'étouffer économiquement cette industrie en agissant dans la durée sur les points faibles de la machine nucléaire. En effet les transports par routes et rails sont plus facilement perturbables tant la distance à surveiller est démesurée ; et, de même, la construction des pylônes de THT, et ceux qui sont déjà en place, peuvent être l'objet d'infinis sabotages tant leur nombre est immense. Mais plus que les actions, c'est à travers la construction d'un mouvement que pourrait passer la pertinence de cette lutte, c'est-à-dire la réappropriation ensemble de nos facultés de discussion, de décision.

Le récit et l'analyse qui suivent d'une année et demie passée à se détacher du fatalisme ambiant en matière de nucléaire sont d'abord le fruit d'une complicité et d'une concertation entre quelques personnes qui y ont pris part. Les usages du « nous » dans le texte qui suit sont donc à entendre en en distinguant au moins trois sortes. Il y a le « nous » des collectivités de lutte que nous avons traversées et dans lequel nous reconnaissons avoir pris part pleinement. Il y a parfois le « nous » qui fait référence à des complicités informelles que nous avons connues, qui sont partagées à la fois au-delà du groupe des rédacteurs de ce texte et qui ne se confondent pas avec la totalité des collectivités en lutte. Il y a enfin le « nous » des rédacteurs, ce groupe de complices qui prend parti à travers ce texte et qui avait besoin de prendre le temps du recul pour tirer quelques enseignements sur l'aventure collective à laquelle nous continuons à prendre part. Sans faux espoirs, mais avec la détermination qu'impose l'époque. Clarifier formellement la nature de ces « nous » dans le corps du texte ne pouvait qu'alourdir sa lecture. Nous avons le sentiment qu'avec un minimum d'attention leur nature apparaîtra évidente au lecteur.

Il faut enfin signaler que si ce texte est uniquement assumé par ses rédacteurs, nous avons toutefois souhaité qu'au cours de l'écriture nous soient renvoyés des avis de la part d'une assemblée de complicités plus large, qui a pris forme après l'action anti-THT de Montabot en juin 2012. Cette assemblée, qui cherche encore son identité et ses objectifs, est née du besoin de prendre un recul réflexif par rapport à l'urgence « activiste » dans laquelle nous nous laissons facilement enfermer, en même temps que d'une nécessité à prendre parti « contre le nucléaire et son monde ». Au-delà d'un slogan qui peut vite sonner aussi creux que « pour l'arrêt immédiat du nucléaire », il s'agit d'affirmer, par nos faits et gestes, qu'une lutte contre le nucléaire est forcément déjà une tentative de rupture, pas à pas, avec notre incarcération dans le monde de l'économie et de l'industrie.

RÉCIT

Lancer l'initiative

En faisant le pari que nous pourrions rassembler quelques centaines de personnes en milieu de semaine dans la Manche sur plusieurs jours et au début de l'hiver, nous pensions que le tout reposerait sur une certaine publicité à bien négocier. En ce sens, et à un mois du camp, la grande manifestation antinucléaire organisée à Rennes le 15 octobre 2011 était une occasion essentielle pour nous d'énoncer notre proposition. Entre la nécessité de s'approcher des organisations principales de l'événement, pour y demander la parole publique, et la nécessité de proposer au cœur de la manifestation une publicité du camp par le biais d'action directe, on voit déjà la tension qui habitait notre ambition. Comment concilier la volonté de dépasser cette grand-messe, qui n'est qu'un appel à l'élection présidentielle à venir, sans se mettre à dos ceux qui viennent et à qui nous proposons une action directe ? Comment ne pas se figer dans la posture de radicaux-casseurs méprisants sans dès lors se figer dans celle de social-traître béni-oui-oui ? Bien sûr tout le monde trouve des nuances entre ces positions, mais un après-midi c'est court pour juger et on sait comment il est facile de classer les uns et les autres au grè de nos préjugés.

Alors, certains d'entre nous participent aux réunions préparatoires à la manifestation. Par-là, même si notre proposition de camp commence à être connue, elle devient plus visible et plus sérieuse, notre présence se fait publique et nous commençons à défendre notre initiative. Pour cette manifestation, nous souhaitons pouvoir participer aux prises de parole du début du rassemblement et présenter notre initiative sur un pied d'égalité avec les organisations reconnues par tous. Cela ne va pas sans négociation, car les organisations sont assez frileuses à l'idée de voir apparaître ce nouvel acteur qui se méfie des jeux d'appareils et qui risque de faire déborder leur grand déroulé. Dans le même temps elles sentent bien qu'elles ne doivent pas s'extraire de ce qui pourrait être un grand rendez-vous médiatique. Nous espérons un soutien financier, un relais publicitaire et une garantie contre l'éventuelle répression, et eux espèrent un événement médiatique à récupérer autant qu'un relais radical à leurs jeux de pouvoir. Comment aurions-nous pu ne pas nous perdre dans ces compositions malsaines ?

D'autres parmi nous se sont efforcés de trouver un moyen pour que le cortège manifeste cette envie de lutter concrètement et que l'on puisse aussi

permettre au plus grand nombre de débattre, voire de s'emparer, de la proposition du camp de Valognes. De cette tension, nous décidons d'éviter l'écueil de la caricature. En effet nous aurions pu alors vouloir dépasser cet événement en mettant les participants devant le fait accompli en parsemant la manifestation d'actions directes : destruction de caméra, peinturlurage des agences de l'énergie, etc., dans l'idée de montrer par les faits ce qu'était l'action directe que l'on entendait mener. Mais, pour le faire, il aurait fallu un petit groupe de gens camouflés et mobiles pour leur sécurité.
Imaginez : *Un groupe d'une vingtaine d'individus qui courent le long du cortège, le visage camouflé, s'arrêtent et taguent une vitrine, repartent, s'arrêtent, deux montent sur un poteau et d'un coup vif détruisent une caméra au marteau, tandis que le reste du groupe les acclame, tous repartent plus loin, suivis de loin par les agents de la BAC.*

Voilà qui nous aurait mis en porte-à-faux avec les compagnons qui discutaient avec les organisateurs et, surtout, voilà qui aurait créé une sacrée image. Là où l'activisme peut séduire par sa vigueur et sa consistance apparente, il manque de penser. Et c'est bien ici la méfiance qui régnait entre nous qui aura permis de mettre en question toutes les initiatives, et de ne pas tomber dans ce piège. Ce premier marqueur de la tension entre l'action directe et l'exigence d'attention aux autres contient une bonne partie de ce qui a été la difficulté de ces luttes.

Au final, nous avons pu participer à la prise de parole publique du début du rassemblement et puis nous avons marqué le défilé de l'appel au camp de Valognes : des milliers de tracts distribués, plusieurs tags, une banderole de plusieurs mètres déployée sur la place de la mairie (« manifester c'est bien, bloquer c'est mieux ») et surtout nous avons pu tenir en fin de manif une assemblée sur la place publique. C'est là véritablement qu'a pris corps le camp, car nous avons pu mesurer le bon accueil et même un enthousiasme suffisamment partagé autour de cette idée. C'est une étrange alliance que nous avons tenue et qui a persisté jusqu'à la fin du camp ; une présence publique, même auprès des médias traditionnels et une exigence d'action directe. Mais voilà aussi notre identité brouillée, et si cela permet un rassemblement plus grand, cela autorise aussi une composition trouble.

Une chose en tout cas est claire pour chacun à la fin de cette journée, nous appelons réellement à tenter d'approcher des voies pour ralentir le passage du train de déchets. Si cette proposition n'est pas nouvelle, elle n'existait plus depuis longtemps et elle reçoit un assez bon écho chez les antinucléaires qui peuvent s'imaginer un spectacle à l'allemande. Les médias français avaient en effet largement retransmis la réception du train de déchets à l'automne 2010. On pouvait y voir des milliers de personnes ralentir le train

sur plusieurs jours. Par des manifestations, des occupations de rails, des déballastages, etc., donnant l'impression d'un événement offensif contre le nucléaire et d'une adhésion large à ces actions directes. La séduction qu'opère cet imaginaire anime l'organisation du camp de Valognes.

Tout est tendu vers cette action et, comme chez les politiques, l'Allemagne devient le modèle à suivre. Une réunion publique organisée à Rennes convie un historique de la lutte antinucléaire allemande à commenter des photos des actions allemandes et c'est ainsi que, du plus radical au plus conciliant, chacun attend de cette journée un coup d'éclat dans la cohésion. Nous ne faisons pas exception et les discussions entre nous portent sur deux points : l'organisation pratique du camp et la stratégie du coup d'éclat. Petit à petit s'efface l'exigence d'une critique de ce qui rend possible le nucléaire, d'une critique des moyens que l'on met en œuvre, bref, plus que de lancer un mouvement, nous organisons un événement. C'est l'activisme qui nous porte qui fausse notre analyse car s'il est ce qui donne de l'ampleur à notre ambition, il fait gonfler un enthousiasme qui risque de se retrouver bien vide au soir de l'action. Cette tension en chacun d'entre nous se retrouve d'ailleurs dans les différentes réunions publiques où certaines sont l'occasion de faire monter l'engouement en présentant l'action tandis que d'autres invitent en mettant l'accent sur un questionnement du nucléaire. Celle qui a lieu à Saint-Lô, au cœur de la région, témoigne pourtant de la difficulté du réel. Réunissant péniblement une dizaine de personnes, dont un flic grossièrement camouflé. On y passe un film sur les luttes allemandes en guise de mise en bouche pour le camp. Mais la réunion est composée de personnes qui luttent depuis longtemps, qui ont eu leur lot de déceptions et, s'ils apprécient une nouvelle tentative, ils douchent l'enthousiasme démesuré. La tâche sera rude, nous voulons nous installer là où l'État a construit une solide résignation.

Ce sont des décennies d'acceptation passive dans la Manche qui, orchestrées par les politiques et les médias locaux, ont fait du nucléaire un bienfait. Pourvoyeur d'emploi et de progrès, il est même censé redorer l'estime du « local » grâce à sa chance d'habiter face à la modernité. En témoigne un reportage de *Ouest-France* (daté du 17/11/2011 – à quelques jours du camp), qui nous fait part de l'avis de retraités du nucléaire :

« Vous trouvez que nous avons l'air malades ? Le nucléaire ça a été une bonne chose pour la région. Sinon sans les centrales, on vivrait dans un sacré trou. »

Dans l'ensemble, le nucléaire est installé comme une évidence et le remettre en cause est à bien des titres un exercice délicat. La plupart savent bien que l'industrie pollue et provoque des maladies, le rappeler sans cesse c'est aussi les reconduire à leur impuissance ou paraître méprisants à leur

égard (« comment pouvez-vous vivre ici ? ! »). Cela n'est évidemment pas une histoire d'information qui suffit à faire réagir. Et même, demander la fin de l'industrie, cela équivaut pour certains à appeler au chômage massif, avec un mépris pour tous ceux qui y participent de près ou de loin. Dans cette ambiance, celui qui vote pour les Verts est vu au mieux comme l'excentrique, au pire comme l'ennemi qui méprise. On imagine sans peine comment seraient considérés ceux qui appellent à s'en prendre directement au nucléaire. Évidemment tout cela n'est qu'une image, pleine de préjugés, mais c'est une ambiance qui trouve un écho certain et que le pouvoir s'efforce de rendre vivace. Alors, c'est sûr, ce n'est pas un coup d'éclat qui suffirait là-bas à construire un mouvement.

Mais, pour l'heure, à quelques semaines du camp, nous sommes surtout face à la crainte de faire un terrible flop. S'inscrire dans cette terre que peu d'entre nous connaissent peut sembler une folie. Les Manchots ne nous ont pas attendus pour porter une critique du nucléaire et pour agir à son encontre. Quelle est notre légitimité ? Ne sommes-nous pas condamnés à paraître hors-sol dans cette tentative ? Nous sommes de plus tiraillés entre notre intention d'un coup d'éclat et celle de la construction d'un mouvement. Peut-on construire depuis l'éphémère d'un coup d'éclat ? Quelle critique ressort-elle quand on la fait reposer sur une médiatisation massive ?

Ces tensions dans nos intentions conduisent à une précision de l'appel initial de Valognes, car si nous sommes d'accord sur les différents objectifs, il apparaît que les tensions naissent de nos différentes approches sur la mise en œuvre du processus. Après la manifestation, il y a ce constat que nous tombons parfois trop dans le spectaculaire et que nous risquons de manquer notre objectif, et pire, de produire une nouvelle désillusion. Quatre précisions seront donc apportées quand à nos ambitions : celle d'abord qu'un coup d'éclat ne suffira pas à créer un mouvement, que Valognes n'est entendu que comme une étape. Deuxièmement, nous réaffirmons que l'objectif est bien celui de l'arrêt du nucléaire par nous-même et pas de s'en remettre aux élections. Dans ce sens l'appel de Valognes se veut un premier pas en toute humilité, de mise en œuvre par l'horizontalité, d'une réflexion et d'un harcèlement antinucléaires. Enfin, le seul objectif qui fasse sens est de favoriser pour chacun le sentiment qu'il est possible d'avoir prise sur sa vie, d'en être les artisans.

Mais ces tensions ne disparaissent pas simplement par un texte et, pris dans la volonté de faire connaître le camp, nous nous engluons parfois dans le spectaculaire. En organisant par exemple un happening médiatique : des bidons signés « radioactifs » sont déposés en bordure de routes, comme s'ils étaient tombés d'un camion ; nécessairement les services de police arrivent,

définissent un périmètre de sécurité et tout le bordel ; mais quand ils osent les soulever, ils découvrent l'appel au camp et le site Internet. Écho médiatique assuré. Mais cela ne dit rien de nos intentions et, si cela fait parler du camp, qui donc se déplacera-t-il grâce à cette opération ? On le voit, cette avancée vers le camp est l'histoire d'une composition, et de l'équilibre d'une tension. La confiance qui rend possible l'organisation est une construction permanente, mais c'est surtout à l'extérieur qu'il faut que nous portions cette exigence. Notre point de mire devient l'assemblée générale qui aura lieu dans le camp, c'est elle qui permettra peut-être de donner un avenir à ce coup d'éclat. Dans les semaines qui précèdent Valognes nous devons inspirer confiance.

Alors, pour faire naître cette confiance et rendre possible le départ d'un mouvement, nous nous inscrivons dans une triple logique. Celle, premièrement, d'être attentifs à ce que l'action et le camp soient partagés localement, qu'elle soit connue et qu'on puisse être rejoints. Deuxièmement, nous prenons le risque d'avoir une parole publique, en espérant par-là clarifier notre propos et ne pas être enfermés dans des images caricaturales. Enfin, nous essayons de tisser des liens avec les organisations déjà existantes dans la Manche pour ne pas mépriser ceux qui luttent déjà et porter peut-être une réflexion commune.


LE TRAIN
DE DECHETS NUCLEAIRES CASTOR
NE PASSERA PAS COMME ÇA !
Amplifions la lutte et terrassons le nucléaire,
ici comme dans tous les pays !
Valognes
ARRAS
AMIENS
ROUEN
CAEN
LAON
CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
BAR-LE-DUC
22-24
Novembre
à Valognes
cotentin(50)
Campement, discussions, actions ...
24 Nov. Rassemblement-manif à 11H
BLOG : valognesstopcastor.noblogs.org

Vers le camp

La première difficulté qu’il nous faut résoudre est très concrète. Trouver un champ, un agriculteur qui accepte de nous recevoir. Ça n’est pas rien, et nous n’avons pas beaucoup d’armes pour être convaincants. Nous n’avons pour seules certitudes que la date et le périmètre d’action, il nous faut donc trouver aux alentours de Valognes quelqu’un qui accepte d’accueillir un nombre indéterminé de personnes venues pour bloquer un train nucléaire, sur plusieurs jours, sous une pression policière qui risque d’être délirante. Proposition cocasse ! Et il ne reste qu'un peu plus d’un mois. La région a beau être agricole, ce n’est pas donné de trouver celui ou celle qui assumera d’avoir rendu notre camp possible. Dans l’ambiance pro-nucléaire, les relations peuvent devenir tendues avec l’entourage, et si nous, nous ne faisons que passer en ce lieu précis, ceux qui nous accueillent garderont peut-être toujours l’image qui collera au coup d’éclat. On ne peut pas prendre à la légère la responsabilité que l’on fera porter sur ceux qui soutiennent le camp. Si nous ne dépassons pas notre caricature, (qu’elle soit construite ou qu’on la mette en œuvre) les répercussions peuvent être lourdes, surtout dans les petits milieux de la campagne. Alors pour trouver les fous qui nous feraient confiance nous tentons notre chance vers ceux qui sont déjà marqués, les agriculteurs de la Confédération paysanne, ceux qui sont connus comme antinucléaires, excentriques…

La quête est compliquée d’autant qu’elle n’est menée que par les rares d’entre nous à avoir des contacts avec ceux du coin mais à quelques semaines du camp nous finissons par trouver. L’information doit demeurer secrète pour éviter que l’agriculteur ait trop de pression policière avant le camp. Mais, à la campagne comme ailleurs, tout se sait, et trop vite, les rumeurs circulent ; nous espérons que l’agriculteur tiendra bon. L’endroit est bien, assez grand pour envisager un rassemblement d’un bon millier de personnes, proche du lieu de l’action et à proximité d’un parking. Yvetot-Bocage verra donc s’égrener les camions un matin de fin novembre, des hordes de journalistes et un déploiement démesuré de forces de l’ordre.

Si nous savons que notre arrivée ne passera pas inaperçue, nous espérons participer à l’idée que les habitants se feront de nous. Et il vaudrait mieux car, pendant ce temps, la police et les médias communiquent. Nous sommes annoncés comme la tempête et le préfet prévient les habitants qu’il faudra qu’ils se cachent, se terrent, car c’est une véritable horde de voyous qui s’apprête à renverser Valognes. Ainsi peut-on lire dans *La Presse de la Manche* du mercredi 23 novembre :

« Le préfet évoque [dans son communiqué] *"des militants de groupes anarchistes prônant le recours à la violence contre l'Etat et contre le nucléaire qui ont fait part de leur intention d'être présents". Il parle même d'une "menace d'ampleur", au caractère "protéiforme". Il en déduit qu'il est dans "l'impossibilité de prévenir les risques très sérieux et graves de troubles importants à l'ordre public, et ceci en dépit de la mobilisation importante des forces de l'ordre". »*
C'est à ce titre que le préfet a fait fermer les écoles et le lycée de Valognes et a bunkerisé la ville, barrage aux entrées et justificatifs de domicile pour entrer dans le centre ! Par notre simple présence, la ville est morte. Nous n'imaginions pas une telle surenchère dans la caricature. Mais pour que les habitants prennent le moins au sérieux possible ce délire, nous allons à leur rencontre. On s'efforce de diffuser largement le programme du camp et d'inviter chacun à passer, manger, discuter. Certains vont distribuer des tracts aux sorties de lycée le premier jour du camp, d'autres vont juste boire des cafés, se promener, et quelques-uns participent au rassemblement du Crilan organisé le mardi soir en gare de Valognes. Surtout, nous avons organisé une conférence de presse dans un troquet de Valognes, le lundi 21, pour convier tous les médias locaux à rencontrer ces affreux révolutionnaires, suivie d'une réunion publique le soir.

Nous savons que les médias auront un grand rôle dans la possibilité d'une rencontre avec les habitants du Cotentin. Alors même si on constate aisément que leur ligne éditoriale est peu encline à soutenir les antinucléaires, on propose à ceux qui le veulent, dans le camp, d'être des représentants auprès des journaux. Cette attitude est une rupture dans les milieux dits « radicaux » où la méfiance envers les journaux s'appuie sur une critique profonde et sur de nombreuses expériences de ce que le discours médiatique est la reproduction des idées dominantes. Nous n'avons que trop fait l'épreuve d'être réduits à des images dans nos mots et dans nos actes pour satisfaire l'exigence de spectacle. Le récit médiatique repose sur l'anecdote et ne relate que le constat des évidences économiques. Les médias se foutent du fond du propos, ils veulent des histoires et du mouvement, les propos sont coupés pour plus de rapidité, pour retenir des slogans. Dès lors le rapport entretenu est le plus souvent celui de l'indifférence ou de l'anonymat. Classiquement donc nous nous en serions tenus à des communiqués ou des interviews de dos… Mais cette attitude est loin d'être une solution parfaite, elle semble valider la figure du radical et ne permet pas plus d'expliquer son point de vue. Si nous décidons d'avoir des porte-parole, c'est pour tenter de sortir de ce rapport infécond. Nous avons peur de voir notre discours noyé dans un rapport biaisé aux médias et d'apparaître aux yeux des habitants comme des « casseurs fous » comme le

présente le préfet. Le pire des scénarios serait que notre seule image soit celle d'encagoulés violents, ce à quoi savent si bien nous réduire les médias. Là, alors que le camp semble bien s'annoncer en termes de participants, la seule parole qui se détacherait serait celle des organisations reconnues (Crilan-Greenpeace-Sortir du nucléaire) contre celle du préfet. Bref au final les verts prendraient appui sur notre radicalité pour marchander leur accord avec le PS et notre espoir d'un mouvement s'envolerait.

Avoir des porte-parole c'est donc détruire ce mythe du casseur anonyme et prétendre relayer notre propos sur le même plan que les autres organisations. Il n'est pas question de brider notre propos, mais d'exposer notre conception d'un renouveau radical de l'opposition au nucléaire. C'est en ce sens que nous proposons des interlocuteurs à la presse. Nous ne sommes pas dupes que ça n'est pas cela qui les fera devenir antinucléaires, mais au moins, nous ne serons pas des spectres qui auront fait l'animation un début de semaine puis seront repartis. De plus nos porte-parole seront quasi à disposition tout le long du camp pour répondre aux questions, pour ne pas laisser s'établir des contre-vérités, pour donner notre point de vue. Il aura fallu par exemple désamorcer au tout début du camp l'image médiatique locale qui opposait les « vieux » antinucléaires des organisations établies et les « jeunes » que nous étions censés être. Paradoxalement, c'est en mettant des visages à disposition que nous détournons notre figure. C'est cette « dés-identification » qui nous rend plus accessibles mais qui nous force à jouer le jeu de l'information spectaculaire.

Forts de ce sentiment d'ouverture et d'une actualité propice au nucléaire, ce sont des dizaines de médias nationaux et internationaux qui viennent à Yvetot-Bocage. Voilà comment nous avons su, quelques jours avant le camp, qu'il serait médiatiquement très suivi. Quand TF1, LCI, BFM, Canal+, Radio France, *Libération*… (et même une télé allemande, ainsi qu'une coréenne, et une radio américaine) se renseignent sur le camp, quelque chose nous dit que nous allons être mis à rude épreuve dans notre tentative d'ouverture médiatique. Tout de même, si nous présentons des visages, c'est aussi qu'on demande en contrepartie qu'aucun des autres participants n'ait à subir cette intrusion médiatique. Nous n'oublions pas la critique et on espère juste avoir l'image la moins pourrie possible, le discours le moins niais aussi. On reste ferme face à leur délire de créer de la vie pour l'image. Ils voudraient avoir accès au camp, filmer des scènes typiques (un plan de gens qui mangent, un plan de gens qui font du pain, un plan de gens qui discutent, un plan de gens qui regardent un plan du coin, un plan de gens qui ne les aiment pas et qui les menacent, un plan de gens qui dorment, etc.). On n'est pas un zoo et on voit bien comment ça peut devenir ingérable alors, nous décidons à quelques jours

du camp de faire appliquer cette politique : pas de caméra ni de photo ni de prise de son dans le camp, présentation à l'entrée des journalistes et on les renvoie vers le point presse. Cette attention nous permet tout de même au début du camp de ne pas voir notre parole mangée totalement par les autres organisations, même si la tentation chez Greenpeace et le Réseau est bien forte de profiter de cet événement pour vendre leur sauce.

Depuis la manifestation de Rennes jusqu'au camp, le nombre de soutiens à l'initiative que nous lançons a considérablement augmenté. Contre toute attente, nous nous retrouvons avec le soutien d'associations aussi diverses que radicalement étrangères aux modes d'action que nous proposons ou aux analyses que nous tirons. Puisque même la section Europe Écologie des Pays de la Loire signe en soutien. Pour nous, cette possibilité d'afficher un soutien nous permet de faire tourner largement l'appel et de nous couvrir face à la police qui pourrait être tentée de nous isoler. Mais cette possibilité d'afficher son soutien n'a pas été pensée à sa juste mesure. Nous avons relégué cela comme une option apparaissant sur le site Internet sans jamais prendre au sérieux ce qu'impliquaient ces soutiens. Fondamentalement, ce que nous voulons développer, ce sont les liens avec ceux qui participent aux mouvements dans la Manche, qu'ils soient du Crilan, du Réseau ou de Greenpeace. Dans cette perspective, nous participons le 5 novembre à un pique-nique organisé par l'association « Pas de THT sous les pommiers », pour montrer que nous nous inscrivons avec ce combat en perspective. Le dispositif policier à l'œuvre à cette occasion est aussi une manière policière de nous faire comprendre ce qui nous attend ; les flics n'aiment pas que l'on s'organise ensemble. Mais, malgré la tension, on rencontre la plupart des acteurs de la lutte THT encore en cours et ce moment est l'occasion pour nous de présenter le camp de Valognes. C'est ce genre de rencontres qui a aidé à atténuer les rumeurs qui circulaient, et on mesure qu'elles étaient bien réelles. En même temps on peut comprendre qu'il n'est pas évident de voir apparaître aussi soudainement une volonté si ambitieuse et parfois bien maladroite. De plus, cet appel que nous avons fait aux organisations a été parfois mal compris. Là où certaines espéraient un appel à la co-organisation du camp, nous souhaitions en rester à l'information. Mais la rencontre porte ses fruits : ils peuvent constater que nous ne crachons pas sur les anciens militants et que nous respectons le travail en cours. Quant à nous, on mesure aussi la difficulté de la lutte THT au vu du rassemblement, car il n'y a pas foule. Il y a encore une fois plus de flics en gilet pare-balles que de militants.

Au Pont cochon !

Samedi 19 novembre, nous apprenons que le train partira avec un jour d'avance. À deux jours du camp, voilà qui fout en l'air toutes nos prévisions et qui met un coup. Déjà que l'appel à l'action est un jour de semaine, si en plus il faut le décaler cinq jours avant on risque de ne plus avoir grand monde. Alors branle-bas de combat, il faut un communiqué pour faire savoir le changement de programme. Cela dit on constate aussi que nous faisons réagir avant d'avoir mis un pied dans le Cotentin. Ceux qui sont déjà sur place s'emploient donc dans la nuit à organiser la communication. L'effervescence est à son comble, puisqu'en plus de devoir annoncer le changement de date de l'action, il faut qu'on avance le camp d'un jour pour pouvoir tenir un minimum le programme, et puis on craint que ce décalage ne se reproduise. Si les trains sont chargés avant la date de départ, rien ne les empêchera de partir. On aurait l'air de cons avec un train qui part mardi matin. Il faut qu'on commence le camp au plus tôt. Dimanche, c'est toujours la tenue du camp pour le lendemain qui nous occupe et en parallèle, les médias se font déjà de plus en plus pressants. Le doute s'installe petit à petit, y aura-t-il du monde ? Pourra-t-on atteindre les rails ? La police nous laissera-t-elle tenir le camp ? La journée est une longue réunion, le sentiment d'urgence n'a jamais été aussi présent.

Enfin le camp se lève dans la matinée du lundi, sous une douce bruine qui nous suivra jusqu'à l'action. Finalement les flics n'ont pas empêché l'installation, l'information sur le lieu du camp n'avait peut-être pas fuité assez tôt. Pour nous en tout cas, il est temps de révéler le lieu précis du camp à tous. Dès que le matériel est déchargé, nous activons le téléphone public qui répond aux questions et nous publions l'info sur le site Internet. Les chapiteaux s'élèvent, les cantines arrivent, la confiance revient. En même temps, les flics commencent à poser des barrages à l'entrée d'Yvetot-Bocage, fouillent certains véhicules, mais le dispositif est trop lâche (sûrement volontairement) et tous ceux qui le souhaitent arrivent sans souci dans le champ. On flèche tout de même l'accès au camp aux alentours, en en profitant pour commencer à parler avec les habitants que l'on rencontre. L'après-midi, entre la conférence de presse et la poursuite de l'installation sous la pluie, la crainte d'un départ anticipé grandit. Alors tout est bon pour s'inventer des pseudo-certitudes : les mouvements policiers, les activités de la gare, etc. Parallèlement, les rumeurs font rage dans le camp, du type : « untel, tout seul, doit être un keuf », « le train part dans la nuit », « il va faire beau demain », etc. Enfin, tout se met en place, et les rapports avec les médias aussi. Les premières tensions apparaissent à mesure que ceux-ci, pas très regardants sur nos conditions, entrent dans le camp et, pour certains, s'en font chasser *manu militari.* Il faut

dire qu'on a le plaisir de constater à la fin de la journée la belle trouvaille qu'ont imaginée les journalistes pour réussir à nous résumer à une idée : nous sommes les « indignés du nucléaire ». Décidément c'est un défi que de déterminer s'ils prennent leurs lecteurs pour des cons ou s'ils n'arrivent pas eux-mêmes à comprendre le monde sans le rattacher à ce qui les rassure. Ni black bloc, ni écolos, ni anticapitalistes, nous sommes les « indignés » ; fourre-tout idéologique sans consistance, vaguement gentils, vaguement engagés et sûrement jeunes. Bref « ça leur passera ». Ça aurait pu être pire…

Mardi est une journée aspirée par le lendemain. Tout tendus vers l'action, les occupants du camp se constituent en petits groupes, des cartes IGN à disposition, pour avoir une vision du terrain et comprendre comment il est au mieux possible d'intervenir. L'après-midi est ainsi parsemée de cette tension. En même temps le camp prend de l'ampleur, la plupart des gens sont maintenant arrivés, et on peut constater une première réussite ; si l'AG du soir se tient correctement, nous aurons réussi un pari important. Pour commencer les discussions, nous présentons sous le chapiteau une réflexion sur les pratiques antinucléaires allemandes ou plutôt des récits d'actions. On fait encore monter l'effervescence. De ce fait, s'il y a bien des centaines de personnes réunies autour de la lutte antinucléaire, nous constatons bien que le fond fait défaut, c'est l'impression de l'urgence qui domine. Pourtant la situation mériterait plus de tempérance, notamment pour l'autre rendez-vous antinucléaire de Valognes ce soir-là. Le CRILAN et Greenpeace organisent en effet un rassemblement à la gare de Valognes, pour attirer l'attention sur les convois de déchets. Si nous sommes invités, ces organisations prennent pour autant bien la peine de préciser leurs désaccords avec nous auprès des médias. D'ailleurs quelques-uns dans le rassemblement prennent à partie Didier Anger, président du Crilan. Pourtant leur position est cohérente, comme nous l'avons expliqué. Heureusement le tout reste cordial et les médias n'assisteront pas à leur scène rêvée d'une dispute franche entre militants. Sur le camp c'est l'AG tant attendue. Nous voici bien 500 réunis sous le chapiteau à égrener dans un premier temps les raisons de notre présence, c'est-à-dire à tenter de caractériser une critique du nucléaire. La parole circule, différents milieux et tendances s'expriment, et des propositions de perspectives commencent à s'ébaucher. Mais, toujours en parallèle, l'agitation autour du départ du train contamine les débats, puis finit par les renverser. Quand le départ du train est évoqué en AG nous savons qu'il n'y aura pas d'autre sujet abordé. Tout le monde est impatient d'arriver au lendemain, mais au prix de manquer ce qui aurait pu se construire ce soir-là. Alors, dans le reste de l'assemblée, chacun ne fait que constater et évoquer son impatience. Cela a cependant le mérite de mettre à plat la stratégie d'action. Dans la crainte d'un départ avancé nous ne

savons plus quand partir. Dans l'idée initiale nous devons rejoindre ceux qui se rassembleront au matin à Lieusaint, puis partir sur les voies et y arriver vers 10 heures. Le départ du train est annoncé vers 14 heures Maintenant, tout est remis en jeu et les conciliabules se multiplient, les propositions aussi, jusqu'au petit matin.

Mercredi. Le soleil n'est pas levé que le réveil sonne pour tous. L'équipe cantine distribue de la bouffe à emporter. Quelques torches s'allument et nous partons du camp en file indienne. Dans un brouillard lourd, on n'y voit pas grand-chose, la lumière des torches est effacée et on doit faire confiance à ceux qui guident car, même avec les cartes à la main, il est difficile de se repérer. On passe les champs et nous voici sur la route qui mène à Lieusaint. Quand on croise, à 600, une camionnette de gendarmes stationnée sur le côté, il faut de l'intelligence collective pour se contenter d'en dévisager les occupants, car faire plus c'était stopper l'action ici. Mais plus on avance et plus nous avons le sentiment de notre solitude, et de notre proximité d'avec les rails. D'évidence, il faut en profiter, et plutôt que d'attendre le rassemblement de Lieusaint nous profitons d'être partis deux heures plus tôt pour nous enfoncer vers les voies. Dans les nuées et le silence, un premier groupe les atteint sans souci et vite déballaste. Mais rapidement, les gendarmes arrivent. Ceux-ci sont postés tous les 100 mètres le long des rails. On se regroupe dans un champ attenant et l'on avance vers les voies en se dispersant. Trois groupes et autant de difficultés pour les gendarmes, car ils sont étalés et doivent se rassembler pour bloquer un groupe, mais alors les autres ont le champ libre. Surtout qu'avec le brouillard, ils ne voient les militants qu'au dernier moment. Ni leur hélico ni tout leur équipement ne leur sont bien utiles. Cependant, les contacts sont fréquents et les lacrymos pleuvent abondamment pendant plusieurs heures. Il y a déjà quelques blessés. De 8 heures à midi, le harcèlement est continu. A plusieurs reprises, des groupes investissent les voies. Résultat : rails tordus et guérite incendiée. Pendant ce temps, le rassemblement de Lieusaint nous rejoint, l'échec des flics semble lourd. Eux qui annonçaient un blocage des routes pour empêcher ce rassemblement et une surveillance accrue des rails pour empêcher leur approche, constatent le loupé. Durant cette matinée donc, s'installe l'illusion d'une maîtrise du terrain dans nos rangs. Car si certains s'efforcent d'atteindre les voies, d'autres solidifient nos arrières ou font la navette avec le camp pour le ravitaillement, bref de fait, chacun peut se sentir tout à fait participant de l'action sans devoir mettre son corps en péril. Mais, bientôt, avec la levée du brouillard, les flics vont briser ces multiples fronts qui les dispersent. Depuis le « Pont cochon », autour duquel les différents groupes harcèlent les gendarmes, ceux-ci portent différentes charges pour réunir les militants. Malheureusement, nous ne parvenons pas à résister et, poussés en

ce sens par les gendarmes, les groupes refluent vers un point commun, celui gardé par nos arrières. Alors, dans la cohue, la violence des flics se fait plus accrue, et les journalistes, attirés par le sang sont de plus en plus présents. Il faut le vivre pour comprendre le surréalisme de la situation, d'être frappés, étouffés par les lacrymos, dans la peur pour son intégrité physique et celle de ses compagnons et de voir à moins de 3 mètres des gens filmer le tout, prendre des photos, bref assister à un tabassage et s'en délecter. Mais c'est plus un repli qu'une fuite. D'abord parce que les flics interrompent leur charge et parce que ce n'est pas la débandade chez nous. Mais après toutes ces heures de tension, nous nous éloignons des rails en même temps que les premières informations sur la matinée circulent. Le chargé de communication annonce qu'il ne sait pas quand le train pourra partir car les rails ont été mis à mal. C'est une victoire pour nous, mais dans le même temps on apprend qu'il y a eu des arrestations.

Posés dans un champ, on a vite le sentiment d'être en dehors de la situation que l'on vient de vivre. Pourtant nous ne sommes qu'à quelques centaines de mètres des rails et des centaines de policiers. Certains décident de rentrer au camp et partent en cortège, d'autres veulent poursuivre le harcèlement. Le premier groupe part et vite le deuxième suit, mais à proximité une camionnette est en travers du chemin. Certains les préviennent : « Vous feriez mieux de partir, il y a des gendarmes dans le coin et ça peut vite devenir la cohue. » Mais, dans la voiture, les occupants sont inspirés par leur imbécillité : « C'est à vous de bouger, c'est nous les gendarmes. » Aïe ! Au milieu de centaines d'entre nous, la camionnette de ravitaillement des flics. Elle finit en flammes tandis que le conducteur s'enfuit… mais forcément ça ne plaît pas à leurs collègues qui déboulent en trombe sur les lieux. Tirs tendus de Flash-Ball, de lacrymos, de grenades assourdissantes, tout est bon pour protéger le véhicule en flammes. Dans cette opération, l'un d'entre nous sera blessé au visage et plusieurs seront arrêtés. Nous repartons vers le camp, à travers champ pour éviter les flics, avec succès et au moment d'arriver au camp, certains se sentent la force de repartir ralentir le train. Au camp, l'ambiance est tiraillée entre la joie d'avoir retardé le train et l'inquiétude pour les blessés et les arrêtés. La tension notamment se porte sur le démontage du camp. Après une telle débâcle on peut craindre en effet que les forces de l'ordre ne se vengent sur le camp, le fouillent, arrêtent massivement les participants. Mais pour ne pas céder à la panique nous décidons de maintenir le programme et de ne remballer le camp que le lendemain. La nuit venant cependant voit nos craintes confirmées car les flics déploient tout leur arsenal pour nous encercler. La pression est à son comble et chacun s'attend à une intrusion des gendarmes dans le champ. Mais c'est du bluff. Très vite on se rend compte que même si l'envie de prendre leur revanche doit être grande chez eux, l'ordre ne vient pas

et ils finissent par relâcher l’étau. Après plusieurs heures, enfin, le camp s’apaise. Au matin, ceux qui restent démontent les chapiteaux et remballent le camp. On ramasse les détritus et l’agriculteur est assez satisfait par ces trois jours. Ce n’est pas le cas des flics qui, dans un minable baroud d’honneur, déversent leurs poubelles dans le centre d’Yvetot-Bocage ; voulant nous faire porter le chapeau. Le cantonnier du village, qui passe par là, ne manque pas de démasquer le procédé.

L’assemblée de Coutances

« Nous n’avons jamais envisagé Valognes comme un coup d’éclat, mais plutôt comme un nouveau départ, un apport de vigueur, une contribution déterminée à tout ce qui, en France, veut s’affranchir de la fatalité nucléaire. Nous savons que le chemin sera long et âpre. »

À peine le camp de Valognes replié, c’est en ces termes que commence l’appel que nous diffusons pour se retrouver en assemblée le samedi 14 janvier 2012 à Coutances. Nous avons le sentiment que l’ambiance qui a été créée peut donner ou redonner goût à entamer de nouveau les hostilités avec l’industrie nucléaire et qu’il y a quelques chances pour qu’à la fois des habitants de la Manche impliqués dans l’opposition à la ligne THT Cotentin-Maine et des opposants au nucléaire impliqués depuis des années dans cette lutte s’autorisent à une rencontre sur des perspectives autant que sur des positionnements de fond.

C’est dans notre esprit autant l’occasion de dissoudre le collectif « Valognes-Stop-Castor », constitué uniquement pour l’occasion, que d’imaginer que se constitue une nouvelle assemblée, plus multiple et moins secrète et peut-être plus assurée sur ses positions.

Les discussions de fond édulcorées à Valognes, notamment par l’avancée du convoi et l’ambiance activiste qui nous tenait, ont enfin lieu mais toujours *a minima.* Les discussions évitent notamment un retour critique sur ce que nous avons tenté et la manière employée. Cette absence de critique aidera sans doute à fabriquer l’échec du camp de Montabot, cinq mois plus tard. Elles permettent essentiellement de réaffirmer dans cette période préélectorale, que nous voulons nous tenir à l’écart des illusions citoyennes. C’est l’occasion d’effleurer la situation au Japon et de prendre presque la mesure que s’installe insidieusement en France une « culture de la catastrophe », non pas en appui de la vieille culture du secret qui entoure cette industrie, mais sur le mode fataliste de l’habituation. C’est donc à cette réalité qu’il faut faire face,

confirmant que de renouer avec les pratiques d'action directe est une des manières à notre portée pour ne pas accompagner ce fatalisme ambiant. Il est en même temps évident qu'il ne s'agit pas pour nous de prendre le maquis et de s'enfermer dans un isolement menaçant en pareille circonstance, mais on voit surgir à nouveau la fascination pour l'activisme, qui freine l'élargissement de l'éventail des discussions.

Nous savons que la lutte contre la THT n'est pas encore totalement épuisée et nous nous focalisons sur l'occasion d'un rapprochement prometteur. Le maire et quelques habitants du Chefresne, commune particulièrement en vue dans l'opposition à la THT, ainsi que quelques riverains de la future ligne, ont fait le déplacement à Coutances. Eux aussi semblent sincèrement revenus des illusions citoyennes ; d'autant que les travaux de la ligne ont commencé depuis un mois et que tous les recours juridiques semblent dans l'impasse.

Alors que d'autres militants annoncent la constitution de nouvelles assemblées « post-Valognes » (à Paris et sur le plateau de Millevaches notamment), nous convoquons pour les jours à venir une assemblée qui se tiendra au Chefresne, afin d'envisager les possibilités qu'offre une lutte antinucléaire s'appuyant sur l'opposition à la THT. Personne n'a sans doute la naïveté d'oublier à ce moment-là que ce déplacement de la lutte n'a rien d'évident. Car, notamment, l'opposition à la THT a beaucoup perdu de sa vigueur et il y a comme les prémices d'une rencontre forcée qui, on le verra, aura ses travers. Pour l'heure, l'ambiance est plutôt à l'enthousiasme. La ligne THT est longue de plusieurs centaines de kilomètres et promet de devenir un terrain de jeu profitable.

L'opposition à la THT et sa focalisation autour du Chefresne

C'est donc dès la fin janvier que nous nous retrouvons au Chefresne. À l'échelle de ce que représente l'opposition au nucléaire dans la Manche et dans l'Ouest en général, la centaine de personnes présente est plutôt le signe d'une détermination retrouvée. Nous avons tous conscience que la dimension populaire de la lutte est pour l'instant derrière nous. Les manifestations à 5 000 ou 10 000 personnes n'ont plus eu lieu depuis des mois, les collectifs locaux ont été désertés une première fois par ceux qui ont eu la chance de voir la ligne s'éloigner de leur habitation (et qui n'y voyaient qu'une lutte pour sauver leur pré carré) et, par la suite, du fait d'un découragement manifeste face au rouleau compresseur de l'État et de RTE. Le terrain de la lutte n'est désormais occupé que par des individus convaincus qu'il s'agit de s'en prendre en même

temps à la société nucléaire. Chacun semble également convaincu que devant l'avancée des pelleteuses il n'y a guère que des actions directes qui pourront ralentir le chantier et être à la hauteur de la colère encore un peu vivace. La question du nucléaire devient d'ailleurs une évidence jamais questionnée au profit d'un pragmatisme militant entièrement focalisé sur les moyens matériels de perturber les chantiers. Cette dynamique va fabriquer pour quelques mois beaucoup d'initiatives heureuses. Avec le soutien du maire du Chefresne, l'assemblée du même nom va ainsi pouvoir occuper à la fois le château d'eau de la commune et le bois lui appartenant. Ce dernier est visé par un arrêté d'abattage pour cause de passage de la ligne au-dessus. Ces deux endroits vont s'installer dans le paysage comme les symboles de la résistance, devenant des lieux de rencontres multiples où commencent à s'exprimer et se vivre les soutiens, venant autant de la région toute proche que de l'Ouest en général. Un frémissement est palpable quant à un regain de détermination dans la région.

Alors que quelques groupes avaient tenté d'initier dès 2011 quelques déboulonnages publics, pensant pouvoir sortir la lutte de l'impasse inévitable des recours en justice, ces pratiques refont surface. Puisque s'engagent également des actions nocturnes de perturbation de chantiers1, la presse en rendant compte régulièrement, il y a l'espoir de « démocratiser » le goût pour ces pratiques et d'utiliser des sorties dominicales régulières comme espace de transmission de savoir-faire. Il y a de quoi se réjouir dans un premier temps. Nous sommes régulièrement entre 50 et 100 personnes pour ces promenades et jusqu'en mars les forces de l'ordre font preuve d'une certaine complaisance bon enfant, nous laissant toujours prendre un peu d'avance avant de signer la fin de la récré. Les nuisances sont dans ce cadre plutôt symboliques mais étanchent quelque peu une soif de vengeance. Il y a certes du baroud d'honneur dans ces pratiques, mais il y a aussi des complicités naissantes qui s'entretiennent et se renforcent.

L'assemblée, quant à elle, au-delà de ces promenades, prend le rythme de se retrouver tous les mois, devenant le lieu où se formalise une convergence entre les « locaux » et des militants de tout l'Ouest. Des solidarités s'instaurent dans la durée, notamment avec des luttes comme celle de Notre-Dame-des-Landes ou de Bure. Le fait de tenir un lieu quotidiennement permet de la circulation. Jusque-là tout va bien. La presse locale commence à fabriquer autour du Chefresne l'image d'un village d'irréductibles Gaulois, faisant passer le maire du Chefresne pour un nouveau « Bové du bocage » et les « activistes » juchés dans leurs peupliers pour de «gentils et jeunes écolos en herbe ». Alors que l'action de Valognes avait été l'occasion d'un retour critique sur notre

---

1Voir en **annexe n°2** la liste des exactions inventoriées par RTE en date de juin 2012.

rapport aux médias, s'installe ici insidieusement un rapport négligé à cette question. Nous reviendrons plus tard sur les motifs de ces négligences, mais on sent déjà que le fait d'avoir réussi à nous accorder avec des habitants du coin autorise implicitement à manquer d'attention à la qualité de ces rapports. Nous négligeons notamment le fait que, de plus en plus, les assemblées mensuelles sont désertées par lesdits « locaux » et que c'est eux qui occupent le terrain médiatique, sans concertation. Mais ces sentiments sont vite réprimés par la succession d'actions. Notre efficacité dans les nuisances entretient un certain aveuglement. On sent quand même le terrain de jeu se rétrécir, notamment lors d'une action publique en Mayenne en avril 2012. Ce jour-là le déploiement policier n'a plus rien à voir. À la place de la dizaine de gendarmes locaux habituels nous avons droit à une centaine de gardes mobiles. L'action en est réduite à peau de chagrin : à peine 5 minutes clés à molette et scies en main autour du pylône. L'action s'avérera par la suite être un traquenard où il s'agissait avant tout pour les forces de l'ordre d'accélérer leur travail de fichage avant de lancer une opération de répression judiciaire d'ampleur (voir plus loin le chapitre à ce sujet).

C'est dans cette période d'excitation activiste à peine refroidie par l'occupation policière de plus en plus offensive que se discute l'opportunité de refaire un camp-action autour du Chefresne. Un sentiment plane que nous avons l'occasion de populariser l'action directe, espérant voir une population locale se réapproprier massivement ces pratiques. Nous avons en même temps besoin de provoquer un rendez-vous d'ampleur pour reprendre des discussions de fond que nous avons depuis longtemps négligées. La possible incompatibilité de ces deux objectifs ne semble poser problème à personne. Et hormis la menace d'un épuisement militant qui se fait sentir, ce n'est toujours pas l'occasion d'un retour critique sur l'action de Valognes et sur la pertinence de ce type de rendez-vous. Le soutien des « locaux » ne paraît pas si évident mais on semble s'accorder sur « qui ne dit mot consent ». Nous sommes au fond persuadés d'être capables non seulement de reproduire Valognes mais en mieux. Le « terrain de jeu » est en effet beaucoup plus vaste et donc d'autant plus difficile à garder pour les forces de l'ordre.

Si déjà en mai notre lucidité semble montrer des signes de défaillance, la situation va s'accélérer au moment des élections législatives de juin, nous empêchant encore plus de prendre du recul.

Alors que RTE et la préfecture avaient reculé, face à la résistance locale, l'échéance du démarrage des chantiers sur la commune du Chefresne, l'offensive va être donnée le 5 juin 2012. Les pelleteuses débarquent sous haute protection. Le maire, quelques conseillers municipaux et une trentaine de participants à l'assemblée se postent en travers de la route. Après quelques

petites altercations, le maire et quelques militants sont embarqués pour une garde à vue. Le scandale enfle médiatiquement en même temps que la colère locale. Face à l'attitude de la préfecture, l'ensemble du conseil municipal démissionne pour défendre une certaine idée de leur dignité, mais donnant en même temps les clés de la mairie à la préfecture. Le maire, contraint d'assumer ses responsabilités jusqu'à la tenue des élections législatives, ira même jusqu'à refuser de tenir ces élections avant d'en être contraint par la force. Cet épisode, quelques jours avant le camp-action de Montabot, a bien entendu fait monter d'un cran la tension. Il y a certes de la rage dans l'air mais nous avons perdu gros avec le début des travaux au Chefresne. La préfecture aurait voulu remballer notre insouciante détermination qu'elle n'aurait pas mieux fait. Sûre de son fait, et pour mieux nous écraser, la préfecture lance même, le 21 juin, la veille du camp, une opération expresse pour reprendre le château d'eau du Chefresne, profitant d'un pouvoir local devenu vacant. Pour tenir toujours debout face à une telle offensive préfectorale et policière, il fallait bien la perspective du camp, censé redonner du souffle à tout le monde. Déjà mal préparé en amont parce que n'ayant pas su bien analyser ce que l'on pouvait encore faire dans la situation, la précipitation des derniers jours ne pouvait rien promettre de bon. Pour quelques-uns nous avions au moins la certitude que ce serait l'occasion d'être moins seul à accuser le coup et qu'enfin nous allions avoir les discussions de fond qu'on évitait depuis si longtemps. Pour le reste, c'est-à-dire les actions envisagées, certes il y en avait de préparées, certes il y avait un scepticisme largement partagé, certes les « locaux » avaient l'air de se mettre en retrait (semblant accuser le coup), mais on y allait nonchalamment comme on va au chagrin. Avec le sentiment du devoir qu'il fallait accomplir et, pour certains, en espérant que de toute façon la présence policière n'autoriserait rien d'autre que de discuter.


Le Chefresne (Manche, Normandie) – 22, 23 et 24 juin 2012
WEEK-END
Ateliers, animations, discussions, actions
DE RÉSISTANCE
24 juin : journée d'actions contre la THT
À LA LIGNE THT
RTE
BLOG : valognesstopcastor.noblogs.org / Contact : pylones@riseup.net

Le camp de Montabot

De fait, le nombre de gendarmes est impressionnant. Pour atteindre le camp en voiture, il faut passer par de multiples check-points, AVEC CONTRôLE aléatoire des papiers des occupants voire fouille du véhicule. Chaque déplacement est une aventure. La conférence de presse que nous organisons le vendredi matin attire moins que celle de Valognes. À peine trois médias se déplacent et pour retransmettre la parole du maire. Cette fois, nous sommes les extrémistes quand le maire est le démocrate bafoué. Notre isolement s'affermit davantage à l'image du camp qui semble être fermé à double tour entre le cordon de gendarmes et les survols d'hélicoptère permanents.

Ce dispositif n'empêche pas que quelques centaines de personnes soient présentes et que les premières discussions aient lieu. Elles sont l'occasion d'échanges très intéressants puisque ce sont réellement des individus de tendances très diverses qui sont présents. Se prolongeant toute la journée du lendemain, ces échanges permettent de faire avancer, plus précisément que lors des mois précédents, une réelle critique de l'écologie. Qui tient l'énergie ? Que valent les alternatives proposées ? Qu'implique une société nucléaire ? On s'efforce de démêler les idées reçues, d'analyser plus finement l'état de nos dépendances, de tisser des perspectives. En ce sens, la confrontation des hypothèses, des alternatifs aux libertaires, assied plus justement l'évidence de l'autonomie et, de Notre-Dame-des-Landes à Bure, la nécessité de ne compter que sur soi. Les débats ne questionnent cependant jamais le présent, c'est-à-dire le degré du rapport de force qu'est prêt à assumer l'État pour faire perdurer sa nécessité.

Parallèlement cependant, l'action du dimanche est dans toutes les têtes. Comment l'oublier avec l'oppression incessante des gendarmes. Le camp semble alors se diviser en deux. Celles et ceux qui discutent en pensant au dimanche et ceux et celles qui s'activent en vue de l'action, en pensant au meilleur moyen de se défendre. Nous sommes dans un camp retranché et la sortie, nous le savons, ne se fera pas sans heurts. Ce week-end est aussi ouvert aux enfants, avec des animations proposées, mais on imagine en se promenant dans le champ la drôle d'impression que doivent avoir ceux qui sont venus discuter gentiment avec les enfants. Après avoir franchi les barrages des hommes en armes, ils traversent le camp où certes certains discutent mais où l'on croise des gens intégralement couverts de noir, pour ne pas être photographiés depuis l'hélicoptère qui passe à basse altitude, où l'on entend les marteaux s'affairer sur les planches pour solidifier des banderoles et des boucliers. Une ambiance guerrière et résignée, et certains sont peu enclins à la

discussion. Pour la plupart, nous sentons que nous allons au massacre, que la préfecture veut créer une répression féroce pour en finir avec l'opposition à la THT, et personne ne parvient à donner suffisamment corps à cette crainte pour stopper l'action du dimanche.

Le chemin des Hortensias.

À nouveau dans l'idée que chacun puisse participer à l'action en fonction de ses envies d'en découdre, celle-ci propose trois groupes. L'un part en direction du château d'eau en manifestation, il doit être le plus conséquent pour laisser les deux autres groupes s'attaquer à un pylône. Il suffit d'un minimum de jugeote pour savoir que les gendarmes ne seront pas dupes de ce stratagème vu qu'ils nous encerclent. Nous savons donc que pour atteindre le pylône il y aura confrontation. Comme nous ne la désirons pas, le groupe « deux » doit ériger des barricades pour empêcher l'accès des gendarmes au pylône. C'est ainsi que nous descendons le chemin des Hortensias qui mène au pylône. Sous la bruine comme à Valognes, le sentiment qui nous tient cette fois est plutôt la crainte. On espère que chacun constatera au plus tôt l'impossibilité de faire l'action pour rentrer sans casse.

Quand on descend le chemin, au milieu des deux cents personnes, certains se sont déjà arrêtés plus haut pour monter une barricade afin d'assurer le repli. Très vite le chemin se resserre, on passe en file indienne et on glisse dans la boue. Déjà on voit que les flics forment une ligne à deux cents mètres dans le chemin. Le face-à-face ne dure pas. Leur première charge crée le brouhaha le plus total, certains se déversent dans le champ à côté et tentent d'avancer mais les flics les repoussent à coups de tirs tendus de Flash-Ball, de grenades assourdissantes, de grenades de désencerclement ; en quelques minutes le ton est donné et nos quelques instruments de défense semblent bien ridicules. Avec la pluie fine et le feuillage dense, c'est un brouillard de lacrymogènes qui s'installe et on entend plus les affrontements qu'on ne les voit. On entend les grenades exploser et les cris des blessés. Les coups de matraque, les tirs tendus dans les jambes ou à hauteur de tête sont continus. Tout le monde veut partir, mais on ne peut pas laisser les camarades qui sont devant se faire massacrer. On sait qu'il y a des blessés graves et, la plupart, du mieux qu'on peut, on tente de freiner les flics pour retourner sur le camp. C'est dans notre repli qu'ils sont le plus sauvages et blessent dans les jambes, jusqu'au retour dans le camp où ils continuent les tirs tendus. Ils ne rentrent

pas dans le champ, s'arrêtent à l'entrée et bloquent le camp de façon encore plus serrée. Par là ils rendent encore plus délicat le travail de notre équipe médicale qui n'en finit pas de soigner les blessés.

L'équipe médicale, quand elle voit partir le cortège, est bien préparée ; certains de ses membres sont dans le cortège et les autres, dont un médecin, sur le camp. Très vite, ils entendent les premières détonations et les contacts indiquent qu'il faut aller chercher des blessés. Avec la civière, en voilà partis dans les lacrymos, mais à peine arrivés, il faut repartir car tout le monde replie. Surtout, l'équipe ne suffit plus et de nombreux blessés sont portés par les camarades. La tente médicale est pleine et il faut évacuer par ambulance plusieurs blessés au visage. La préfecture fait s'arrêter les ambulances en bas du camp ce qui les empêche d'arriver, et il faut attendre de longues minutes pour que les cas les plus graves soient évacués. Pendant ce temps, une équipe est partie par elle-même avec des blessés à l'hôpital le plus proche. Mais quand ils y arrivent, les flics y sont déjà, sans doute pour contrôler l'identité des blessés. Il faut donc repartir de Saint-Lô à Coutances en espérant que celui-ci soit libre. Il ne faudrait pas, qu'en plus d'être blessés, ceux-ci soient aussi inculpés (accusations de rigueur pour justifier les blessures). Même à l'hôpital de Coutances, le personnel médical reçoit un coup de fil de la préfecture, qui demande des informations sur d'éventuels blessés ; heureusement ils ne répondent pas.

Au camp c'est l'effroi. Dans l'assemblée générale du début d'après-midi on fait le point sur l'action, une personne est arrêtée et trois sont dans un état sérieux à l'hôpital en attente d'opérations. Des éclats ont touché parfois les yeux parfois des nerfs, etc. La tension éclate : comment avons-nous pu aller dans un tel traquenard ? ! Tout l'après-midi sera consacré au démontage du chapiteau principal sous le regard des flics et de l'éternel hélicoptère. Alors, quand le maire du Chefresne débarque avec la députée « Verte » du coin, notre défaite paraît absolument totale. Non seulement l'action est un échec mais ce sont les Verts qui vont profiter de l'événement pour parler en notre nom. C'est le gouvernement auquel participe son parti qui vient de rappeler que le nucléaire ne souffre aucune discussion. Nous ne sommes pas des pacifistes floués dans nos droits démocratiques, nous tentons de mettre en œuvre un mouvement contre le nucléaire. Il nous faudra du temps pour digérer cet échec, encore plus sans doute pour la personne interpellée, qui écopera en première instance de trois mois de prison ferme ; application suspendue en attente du procès en appel. L'assemblée du Chefresne se trouve inévitablement divisée mais pas abattue.

Et si les divisions n'ont pas toutes été résolues par les discussions qui s'en sont suivies, la dynamique d'opposition au nucléaire dans la Manche ne s'est pas arrêtée là. La perspective d'installer dans une grange à Montabot, en plein cœur de la Manche, un lieu pérenne dédié à cette lutte annonce clairement que l'année et demie passée, malgré quelques errements, aura été profitable pour installer durablement un conflit direct avec cette société nucléaire. À défaut d'un mouvement antinucléaire qui se fait toujours attendre en France, une nouvelle détermination s'est partagée à quelques centaines de personnes. Ce n'est pas un matériau négligeable pour bâtir…

La répression judiciaire

Chaque mouvement d'opposition qui sait se donner les moyens d'un rapport frontal avec le pouvoir n'évite jamais la routine judiciaire avec son lot de convocations en gendarmerie ou devant les tribunaux. L'opposition au nucléaire et à la THT dans l'Ouest n'aura pas fait exception, loin s'en faut.

Nous ne dresserons pas ici la liste des procès passés et à venir, mais c'est bien une trentaine de personnes qui auront subi cette routine pour une vingtaine de procès qui parsèment notre quotidien depuis quelques mois. Et ce n'est sans doute pas fini… Si cette répression reste toujours une épreuve, on pourra toutefois se satisfaire d'un aspect : que ces démêlés judiciaires n'aient fabriqué ni figure médiatique, ni martyr, ni héros. Reste qu'une personne est toujours menacée de trois mois d'emprisonnement suite à l'action de Montabot et qu'amendes et dommages et intérêts pleuvent comme crachin sur la Normandie.

La séquence ouverte depuis Valognes 2011 montre sans doute que l'État sait s'adapter aux situations pour ajuster les pratiques de sa justice. Les mouvements politiques ouvertement publics et médiatisés, s'appuyant généralement sur des figures charismatiques, donnent lieu à une focalisation de la répression judiciaire sur ces figures avant tout. L'aspect public de ces mouvements rend par ailleurs souvent aisé pour la justice de circonscrire les responsabilités à quelques personnes et de les qualifier clairement. S'installe alors souvent une pièce de théâtre au scénario entendu d'avance : la justice réprime dans une apparente froideur, les mouvements politiques usent du tribunal comme tribune médiatique pour s'offusquer du traitement d'exception et des jugements politiques (voulant se distinguer de la routine judiciaire quotidienne sur laquelle ces mouvements refusent de se prononcer). Et ce n'est que trop peu rarement qu'émergent de ces situations de nouvelles figures qui

ne tarderont pas à être invitées à la table de la cogestion des désastres en cours.

Face à des mouvements qui assument leur autonomie et leur horizontalité et qui avancent aussi souvent dans l'ombre que publiquement, il semble plus difficile pour la justice de circonscrire les responsabilités et de trouver les figures sur lesquelles s'acharner. Le procès du 9 octobre 2012 à Cherbourg, faisant suite à l'action de Valognes, en a été une forme de démonstration. Espérant épingler les organisateurs de cette action à partir d'éléments dérisoires (des paroles publiques notamment), la justice n'aura pas trouvé le moyen de prononcer autre chose qu'une relaxe pour les trois personnes visées. S'il était légitime de se satisfaire de cette sorte d'impuissance momentanée de la justice, la multiplication des convocations qui ont suivi concernant l'opposition à la THT tient sans doute à un ajustement de sa stratégie par l'État. Il ne s'agit plus en effet de provoquer un procès d'ampleur avec peines importantes à la clé, mais de multiplier des petits procès pour des faits dérisoires mais qui donneront tous lieu sans doute à des amendes, dommages et intérêts et frais d'avocats. Pris séparément, ce n'est que la routine mesquine d'un esprit vengeur. Mis bout à bout, on peut nettement discerner la volonté de dissuader un mouvement de reprendre ces pratiques d'action directe.

On a pu constater également que, durant l'année et demie écoulée, les services de gendarmerie se seront donné les moyens d'un travail de renseignement, de fichage et d'identification des militants. Lors d'une action, évoquée précédemment, en avril 2012 en Mayenne, autour d'un pylône, les gendarmes auront ainsi pris 40 000 photos, épinglant 68 personnes par des photos de visage et en identifiant 39. Désormais, la moindre sortie publique de notre part bénéficie d'abord d'une apparente complaisance de la part des forces de l'ordre, nous laissant agir (symboliquement) tout en nous mitraillant de photos avant de nous faire reculer. Mesurant son impuissance à empêcher les actions nocturnes et à les réprimer, chaque action publique est l'occasion pour la justice d'un travail de renseignement et d'engager des poursuites même pour des faits anodins.

On peut au moins se satisfaire, alors que tous les pylônes sont désormais debout, que la solidarité n'ait pas été affectée par un sentiment de défaite inévitable. Suffisamment d'individus ont vécu cette séquence autrement que comme un coup d'éclat sans lendemain pour ne rien lâcher encore aujourd'hui et continuer à penser les possibilités d'intervenir contre cette société nucléaire. Mais avec un goût éprouvé pour être là où on ne nous attend pas…

Organisation collective, horizontalité et égalité

Il ne s'agit pas ici de considérations générales sur les formes d'organisation collective à l'image de nombre de « manuels » d'obédience anarchiste qui ont maintes fois tenté d'y apporter un éclaircissement par trop abstrait. L'intention est ici de s'appuyer sur une expérience concrète – la lutte antinucléaire en cours du côté de la Manche – afin d'en tirer modestement quelques enseignements pour la suite et pour d'autres luttes en cours ou à venir.

L'autonomie et ses ambiguïtés

Le mouvement de lutte qui s'est initié dans la Manche depuis novembre 2011 contre la société nucléaire a dès le début assumé de se construire sur des bases qu'on pourrait qualifier d'« autonomes ». Dans un contexte de luttes antinucléaires en France aussi moribondes, il y avait comme une évidence que c'était hors des organisations déjà existantes que pouvait se prendre une telle initiative. Nous avons déjà dit précédemment les raisons politiques qui fondent l'impossibilité de partager sérieusement des perspectives communes avec des organisations telles que Greenpeace et le réseau Sortir du nucléaire, enfermées dans des illusions lobbyistes et électoralistes qui n'ont fait qu'installer plus durablement un horizon nucléarisé. Il faut ajouter à cette analyse que ces illusions ont pu prospérer également à cause des formes prises par ces organisations. En se structurant de manière toujours plus centralisée et hiérarchique, ces organisations condamnent les militants à une dépossession toujours plus grande sur le cours des événements. Une organisation comme le réseau Sortir du nucléaire illustre parfaitement cette logique. Née en récoltant les fruits de la décomposition lente d'une myriade de petites associations locales dans les années 1990, elle aura surtout engrangé une manne d'adhésions passives et de subsides divers l'autorisant à se croire au centre de l'opposition au nucléaire en France. Dans le même temps que la « tête » grossissait avec des salariés toujours plus nombreux et un conseil d'administration accaparant tout esprit d'initiative, les structures locales se vidaient et n'avaient qu'à être des exécutantes d'initiatives prises en haut lieu. Ces logiques amènent à négliger toute discussion de fond, à une perte de vitalité inévitable et à installer les pratiques militantes dans une routine, telle que l'organisation d'une chaîne humaine annuelle qui ne peut que mettre en

spectacle une impuissance sans dépassement possible. L'attitude des responsables de ce Réseau lors de l'action de Valognes devenait la caricature de cette inconsistance. Refusant de se faire dépasser par une initiative autonome, mais affirmant quand même ses prétentions à la cogestion du désastre permanent, une salariée du Réseau, interviewée à chaud sur Canal +, s'autorisera donc autant à soutenir l'action de Valognes qu'à se féliciter de l'accord électoral PS-EELV qui enterrait toute ambition d'en finir avec cette société nucléaire.

Si l'autonomie de l'initiative de Valognes s'imposait de manière évidente pour tout le monde, il n'y avait, par contre, pas les mêmes dispositions à l'égard des liens à construire avec ces organisations. La disposition qui l'a emporté, faute d'avoir su se donner le temps de résoudre nos désaccords sur le moment, aura pris corps dans un premier temps dans le texte d'appel au rassemblement de Valognes :

> *« A quelque tendance du mouvement antinucléaire que l'on appartienne, il faut cesser de faire grief de notre échec collectif à telle ou telle autre tendance. Ce mécanisme de division atavique nous dédouane certes de toute responsabilité, mais nous condamne à perpétuer les causes de notre faiblesse. L'enseignement qui nous vient du mouvement allemand est précisément que les différentes tendances peuvent coexister sur une base pratique, en ayant chacune son mode d'action. À partir du moment où toutes poursuivent sincèrement le but commun d'en finir maintenant et par elles-mêmes avec le nucléaire, aucune n'a de titre à condamner la stratégie adoptée par les autres. La permanence des luttes de chapelles en France n'exprime que l'insuffisance pratique du mouvement. »*

Derrière ces lignes, il fallait lire deux intentions peu explicites. La première, la plus inassumable pour celles et ceux qui écrivent ce texte, était de vouloir composer avec toutes les organisations antinucléaires dans une pure logique pragmatique (plus on est de monde plus on est efficace) au prix de la négation des antagonismes fondamentaux entre « les différentes composantes du mouvement antinucléaire » et sous couvert d'une réécriture fallacieuse de l'histoire des luttes. Car cette hypothèse d'une faiblesse du mouvement antinucléaire en France liée aux « luttes de chapelles » met de fait, et sournoisement, en accusation les tendances les plus exigeantes qui refuseraient tout compromis. Cette hypothèse oublie à dessein de s'interroger sur la nature du compromis dans lequel il s'agirait de se complaire en fermant les yeux. Un raisonnement historique s'impose ici. Un minimum de lucidité aidera à convenir que l'origine de cette absence de compromis, converti en antagonisme toujours vivace, naît au moins avec l'arrivée de Mitterrand au pouvoir. Là où les « luttes

de chapelles » évoquées dans le texte sous-entendent clairement que nous serions prisonniers d'exigences verbales voire verbeuses, il est *a contrario* évident que c'est justement de paroles clarificatrices qu'il a manqué à ce moment-là pour se défaire des illusions électorales qui se fabriquaient derrière les socialistes arrivés au pouvoir. Ces paroles ont manqué au point qu'il est encore aujourd'hui autorisé de penser, alors que Mitterrand est le père de plus de la moitié des réacteurs nucléaires en France, que Plogoff était une victoire antinucléaire là où elle était essentiellement une victoire momentanée (et autorisée par l'adversaire) d'un territoire reculé vite rattrapé par l'histoire (rappelons notamment qu'un mouvement de lutte aussi déterminé contre l'installation d'un nouveau réacteur à Chooz dans les Ardennes avait lieu dans le même temps et que celui-ci se solda par l'acceptation de ce projet par Mitterrand).

Une légère digression s'impose pour comprendre comment s'enracine ce type d'illusions et d'aveuglements. L'amère et tragique défaite du mouvement d'opposition au surgénérateur de Malville quatre ans auparavant (en 1977), ramenée à cette victoire de Plogoff, oblige à regarder, à travers deux moments historiques différents, que ce ne sont pas seulement deux modes de lutte, l'un déraciné, l'autre enraciné, qui clivent les réponses de l'État mais ses propres intentions stratégiques au moment des faits : d'un côté frapper fort sur un mouvement radical en déclin et sur sa frange violente qui commence à émerger ; de l'autre en finir avec un point de fixation populaire et offrir un joujou électoral avant les législatives de 1981. Les mouvements antinucléaires qui ont suivi ne pouvaient que prendre acte d'une rupture, notamment et essentiellement concernant les illusions électorales et les aspirations à la cogestion du nucléaire qu'a fabriquées cette période. Toute autre disposition ne pouvait être que jeux politiciens devant abandonner toute exigence politique au prix d'un pragmatisme carriériste.

Outre l'aventureuse relecture de l'histoire française dont était grosse cette approche des « luttes de chapelles » en France, elle voulait apporter comme remède le modèle de l'opposition au nucléaire en Allemagne avec cette même approximation dans la lecture de l'histoire. Voir en effet l'apparente unité allemande comme modèle reproductible en France c'est négliger la manière dont le nucléaire s'est imposé dans les deux pays et comment la population y a réagi. Certes en France et en Allemagne l'histoire du nucléaire a commencé au cœur de la reconstruction des deux pays après-guerre autour du nucléaire militaire. Mais si, en France, celui-ci s'est imposé (via De Gaulle et les communistes) autour de l'aspiration à l'autonomie sur le terrain géopolitique intriquant de manière insidieuse nucléaire et « fierté nationale », en Allemagne la tentative par les Américains d'imposer des missiles nucléaires a, *a contrario,*

entraîné une mobilisation gigantesque rendant inconcevable que s'amalgament « identité nationale » et nucléaire. Les manières dont se sont construits les mouvements d'opposition au nucléaire en France et en Allemagne ne seront donc jamais interchangeables. En France plus qu'ailleurs le nucléaire se confond avec l'État et oblige, *a minima,* à clarifier les illusions étatistes dont sont porteuses les organisations antinucléaires.

Fort heureusement cette première intention de composition dissimulée dans ce paragraphe de l'appel à Valognes n'aura pas été menée au bout. Si on entend par composition sa stricte définition de « s'accorder en faisant des concessions, s'accommoder de quelque chose », ce n'est pas sur ce terrain qu'il y a eu un lien avec ces organisations.

C'est plus modestement la deuxième intention dissimulée dans le texte qui a pris corps, à savoir celle d'aller chercher des soutiens d'organisations qui soient peu engageants. Il n'en était attendu de fait qu'une sorte de « protection » par l'aura de respectabilité qu'offre ce type de soutiens au bas d'un appel ou sur un site Internet, autant que la possibilité que des militants de ces organisations osent se déplacer à Valognes. Au fond, cet aspect purement publicitaire du soutien était porté par des illusions d'autant plus vérifiables que ces soutiens n'auront été visibles pour personne (ils n'étaient signalés que sur le site Valognesstopcastor) et ne risquaient donc pas d'avoir de conséquence sur ce terrain publicitaire. D'autant que Greenpeace, qui aura été un soutien logistique non négligeable jusqu'à l'action, s'est démarqué médiatiquement de notre action sur le moment même. La seule chose qui aura été récoltée de ces liens publicitaires c'est en fait un retour de bâton. Le paragraphe cité ci-avant, s'il n'a pas été pris au sérieux par nous-mêmes, l'aura été de manière très ironique par le Réseau lui-même. En effet, ce confusionnisme pragmatique du « tout se vaut pourvu qu'on ait l'ivresse » aura été pris à la lettre par le Réseau au moment de l'organisation de sa « chaîne humaine » de mars 2013. Celui-ci se sera permis de « nous »[1] solliciter pour venir lui prêter main-forte en nous autorisant à tout type d'action pendant le rassemblement, avec la garantie d'un soutien financier derrière pour les suites judiciaires inévitables. Gardant la main sur le discours politique, le Réseau voulait bien se servir de « nous » pour égayer le spectacle de pratiques radicales dernier cri. On voit ici clairement les limites de ces compositions politiques qui ne deviennent que le terrain de manœuvres politiciennes et publicitaires ou rien de sincère ne se joue et où les militants sont méprisés comme étant malléables à merci au nom de jeux d'appareils. Cette histoire aura au moins permis à l'assemblée antinucléaire de

1 Un « nous » d'ailleurs fantasmé puisque l'adresse du courrier n'était pas très précise, le Réseau s'adressant à une figure « radicale » qu'elle se fabriquait elle-même et que l'assemblée du Chefresne était censée incarner.

la Manche (qui persiste depuis Valognes et le Chefresne) de prendre acte de ces impasses et que c'est donc d'une autre manière que peut se fabriquer un élargissement de la lutte.

Cette petite histoire autour d'une composition politique amène à réfléchir sur ce qui est recherché essentiellement dans ces modes de construction collective qui se veulent « autonomes ». La question de l'égalité entre les participants et de l'horizontalité des rapports est sans aucun doute la préoccupation centrale qu'il s'agit de tenir. Autrement dit, au sein de ces organisations « autonomes », il y a toujours à rendre visible les jeux de pouvoir qui s'installent inévitablement et d'apprendre collectivement à les défaire si on veut tenir le pari d'une démocratie directe. De fait, l'initiative de Valognes a été, avant tout, une composition entre des groupes affinitaires qui n'avaient pas forcément la même approche de ces questions-là.

On peut, à partir de l'expérience que l'on a traversée depuis un an et demi, tracer un tableau lacunaire des dispositions qui abîment l'horizontalité dans ces processus d'organisation collective.

La tentation de la « bande » et le manque d'attention

La préparation de Valognes aura donc, avant tout, été une composition entre des groupes affinitaires avec des pratiques et des perspectives politiques pas forcément communes. Certes chacun pouvait assumer un esprit de *radicalité* et un goût pour l'action directe, mais sans même prétendre y attacher l'appellation « révolutionnaire » tant l'époque est brouillée par les perspectives réelles qu'elle offre.

Si on a pu évoquer des tensions sur le fond de l'analyse politique, notamment quant à l'analyse de l'histoire des luttes antinucléaires, des tensions existaient également fortement quant aux jeux de pouvoir entre les groupes affinitaires préexistants et les collectifs plus larges qu'ils ont contribué à créer. En l'occurrence les collectifs ici étaient d'abord celui qui a préparé le camp et l'action de Valognes et l'assemblée qui a ensuite accompagné la lutte contre la THT.

Lors de l'assemblée qui a conclu le camp de Montabot, une critique a été formulée, devant expliquer en grande partie l'échec de l'action que l'on venait de mener, sous la forme d'un « fétichisme de l'assemblée » qui nous animerait et qui empêcherait *a minima* une intelligence collective.

Cette approche, qui se veut critique à l'égard de la forme « assemblée », voudrait mettre en avant le rôle essentiel des groupes affinitaires en tant que forces d'initiative sans vouloir regarder les problèmes de pouvoir et de rapports

inégalitaires que cela implique possiblement. La critique de la forme « assemblée » doit bien entendu rester présente en permanence. Elle a d'ailleurs une histoire justifiée par maintes situations. Les assemblées de lutte ont toujours été le siège de jeux de manipulation, de jeux de pouvoir avançant masqués, de formalismes sclérosants, freinant toute initiative et installant des consensus mous jamais à la hauteur des situations. On y voit aussi s'installer régulièrement le règne des « grandes gueules » ou s'imposer l'autorité des spécialistes ou des experts éloignant chaque fois un peu plus la possibilité pour chacun de s'approprier les décisions. Une assemblée est d'autant plus l'occasion de ces jeux de pouvoir qu'elle constitue un rassemblement hétérogène à la fois d'individus isolés et de membres d'organisations ou de groupes tirant inévitablement la couverture à eux[1].

Comprenant ces ambiances difficilement évitables, la tentation est souvent salutaire de se retrouver dans des groupes affinitaires où la spontanéité trouve plus de place pour s'exprimer, ou une plus grande inventivité est souvent permise tout simplement parce que les relations s'appuient sur une plus grande cohésion intellectuelle[2], c'est-à-dire sur des évidences qui n'ont plus besoin d'être discutées.

Une première difficulté, dans la perspective de cultiver des rapports horizontaux, est alors de s'empêcher d'entretenir un entre-soi impénétrable.

Quelques-uns d'entre nous auront assisté le soir suivant l'action de Valognes à une scène illustrant parfaitement cette situation. Alors que plusieurs personnes furent ce jour-là arrêtées par les flics, deux d'entre elles auront été ramenées au camp du rassemblement par les flics eux-mêmes. Pendant qu'une des deux personnes, venue seule à ce rassemblement, encaissait toujours seule cette journée au poste, un attroupement se forma autour de la deuxième personne, lançant une sorte de cérémonie de reconnaissance d'appartenance à un groupe. Cette scène mêlait autant de la camaraderie joyeuse que la valorisation viriliste d'actes illégaux, comme s'il y avait derrière un jet de canette la possibilité de se reconnaître comme de vrais ennemis intérieurs ; l'arrestation faisant office ici de labellisation officielle « ennemi intérieur ». Cette scène avait qui plus est l'indécence d'une fermeture d'un groupe sur lui-même, négligeant et snobant l'autre personne laissée à elle-même.

---

1 Voir en **annexe n°3** un texte critique des assemblées écrit en 1976 lors d'un mouvement étudiant à Clermont Ferrand.

2 Voir en complément d'analyse sur ce sujet et en **annexe n°4** le texte d'Emile Pouget intitulé *« Les Groupes d'affinité »* et datant des années 1900. On ne fait bien sûr pas nôtre l'apologie du syndicalisme que porte Pouget. Pour un prolongement plus poussé sur ce type d'analyse voir le texte d'une féministe américaine dans les années 70, intitulé *« La Tyrannie de l'absence de structure »* et disponible sur le site « infokiosque.net ».

Ces comportements, fruits d’une logique de valorisation au sein de groupes d’amis, en même temps qu’ils cultivent un entre-soi, entretiennent le goût de s’y complaire, éloignant toujours plus du goût pour le travail laborieux, parce que sans évidence préétablie, des assemblées. On assiste alors à l’installation de rapports entre ces groupes et les assemblées sur le mode de la défiance parce qu’il n’y a pas ou peu de partage. Ces groupes affinitaires deviennent assimilables à des bandes. Fières de leur autonomie, ces bandes sont souvent à l’origine de coups de force au sein des mouvements de lutte qui prennent parfois la forme d’actions illégales initiées au mépris de l’assemblée, tout en utilisant le nombre plus important d’individus au sein de ces assemblées comme forme de protection face à la répression. Ces dispositions auront émaillé autant la préparation du camp de Valognes, le camp lui-même, et le camp de Montabot. Nous avons notamment déjà évoqué dans le récit de la lutte depuis 2011 la séquence de la préparation de notre participation à la manifestation du 15 octobre 2011 à Rennes. Il faut insister ici sur le fait que c’est une attention de quelques-uns, suffisamment insistante pour tenir un esprit d’horizontalité et respecter les décisions prises en assemblée, qui aura permis de déjouer des initiatives malheureuses qui misaient plus sur le coup d’éclat spectaculaire là où l’ambition de l’assemblée était de rendre publique et intelligible notre initiative (et donc de travailler à une désidentification). Cette ambiance installée à Rennes aura finalement donné le *la* en termes de souci de construire des rapports horizontaux. Cette séquence a suscité une exigence minimale à ce sujet et suffisamment partagée pour qu’une certaine vigilance soit effective.

À Montabot, la vigilance aura été moins grande. La situation aura permis à un groupe de se vanter publiquement d’avoir, dans la nuit précédant la journée d’action, à l’insu de tous, renversé une voiture de vigile à proximité du camp. Cette initiative n’aura heureusement pas eu de conséquence directe en termes de répression sur le camp mais elle n’en est pas moins caractéristique de l’ambiance « franc-tireur » qui s’installe dans ces bandes. Elle reflète d’abord un manque d’attention flagrant à l’égard de ceux qui avaient pensé l’action et avaient annoncé que la situation ne permettait pas tactiquement, en tirant les leçons de la lutte en cours, des prises d’initiative de ce type. Elle respire également une prétention aveuglante dans le discours, leurs protagonistes pensant agir dans le registre de l’inédit alors que l’opposition contre la THT était parsemée depuis des mois d’actions nocturnes de ce type, mais dans des contextes bien moins risqués car mieux pensés. L’aspect insupportable de ce coup d’éclat tenait au fond au coup politique qui était tenté par une bande. À savoir, démontrer par l’absurde de fait, et par l’exemple, le raisonnement qui

serait tenu le lendemain quant au caractère sclérosant de l'assemblée. Il ne faut pas entendre ici de notre part un discrédit à l'égard de toute initiative qui ne prendrait pas soin d'avoir l'aval de l'assemblée, mais plutôt de mettre en évidence le caractère souvent idéologique de ces actes qui, de fait, sont le fruit d'un manque d'attention à l'égard de la situation, pensant forcer le réel par la « magie » de l'action d'éclat.

Dans le cas de figure de l'action de Valognes, initiative qui partit essentiellement d'ailleurs que de là où devait se tenir le camp, on mesure également rapidement les différentes dispositions à porter ou non attention aux individus qui composent potentiellement le théâtre des opérations, notamment les « locaux ». Si des réunions publiques se sont tenues et quelques personnes ont pu se dévouer pour assurer un tractage minimal sur les marchés et prendre contact avec quelques militants « locaux » dits historiques, on sait pertinemment que les dispositions à ce travail laborieux n'attirent jamais les foules et qu'elles se doublent régulièrement d'un mépris qui se manifeste par un simple désintérêt à l'égard de l'environnement dans lequel on évolue. Ce type de rendez-vous peut d'ailleurs devenir un rassemblement d'individus venant goûter au « tourisme radical », plus proche du consumérisme que d'un esprit sincèrement révolté.

Regardant sincèrement l'élaboration de l'action de Valognes, il faut à la fois admettre que l'existence de groupes affinitaires est ce qui a essentiellement permis que l'action puisse avoir lieu, mais c'est aussi parce que beaucoup de groupes ont gardé une attention permanente à tous, contre la tentation de certains de s'en tenir à des fonctionnements de bande s'autorisant à peu près tout. Le rôle de l'assemblée n'est ici pas simple à circonscrire. Si c'est rarement le cadre d'une grande inventivité où les orientations principales prennent forme, ça reste l'espace obligé pour que se partage de la confiance tout simplement car c'est le lieu où peuvent être appropriées les décisions parce que s'y joue une certaine transparence des informations et des positions politiques. Si l'essentiel des rapports se construit souvent de manière informelle, l'attention des groupes affinitaires à l'égard de tous ne peut suffire si une vision suffisamment claire de l'action n'a pas été partagée entre tous. Aussi anodin que peut être le fait d'avoir diffusé massivement les cartes d'état-major du théâtre des opérations et le fait d'avoir réussi à évoquer en assemblée différents scénarios possibles pour l'action, ce formalisme « assembléiste » aura grandement contribué à notre capacité d'improvisation sur le terrain. Il n'y a donc pas lieu de « fétichiser l'assemblée », mais encore moins de profiter d'une posture critique pour justifier l'autonomie de bandes enfermées dans une fascination de l'affrontement sur des modes les plus aventureux.

L’urgence, la vitesse et la spécialisation

Autre obstacle à l’horizontalité recherchée, sans doute plus à l’œuvre lors du camp de Montabot, c’est souvent l’urgence de la situation. Celle-ci s’impose et impose une rapidité dans les prises de décisions et une certaine spécialisation pour pallier l’impossibilité de fonctionner tous à la même vitesse. D’autant plus quand l’assemblée est composée d’individus éloignés géographiquement et pour qui se rendre disponibles est toujours en concurrence avec un quotidien habité par maintes préoccupations. Si l’échec de l’action de Montabot doit d’abord s’entendre comme un manque de lucidité flagrante (et une présence policière plus qu’imposante), il reste intéressant d’analyser comment cette situation peut aussi être le produit d’un manque d’horizontalité dans l’élaboration du processus, rendant difficile pour quiconque de se ressaisir de la situation et de mettre en question justement le manque de lucidité qui crevait pourtant les yeux de tous.

A contrario du processus qui a présidé à Valognes, l’assemblée du Chefresne n’a pas su éviter d’être prise dans l’urgence et a été contrainte peu de temps avant le camp de confier à une commission restreinte le soin de préparer l’action. Si des orientations avaient pu être avancées par l’assemblée, leur faisabilité n’avait pas été suffisamment explorée pour ne pas donner une responsabilité trop grande à la commission (composée d’à peine dix personnes) d’examiner seule ces faisabilités. Le choix de l’action s’est donc fait essentiellement en fonction des penchants des participants à la commission en tenant compte d’une ambiance « activiste » qui nous habitait tous et qui s’exprimait au sein de la commission sous la forme de « trop de monde vient en découdre pour ne pas les décevoir ». Dans cette ambiance, et alors même que la répression policière s’était accentuée les semaines auparavant, beaucoup perdaient confiance. Mais la vitesse de fonctionnement imposée par l’urgence n’aura jamais permis de remettre ces doutes en travail en assemblée. Ce qu’il y a de remarquable dans cette séquence c’est qu’au moment du camp, ces doutes avaient proliféré comme une traînée de poudre, étant même partagés majoritairement, sans qu’à aucun moment le processus de l’action ne puisse être interrompu. Plusieurs éléments ont ici joué. Le premier est sans doute l’image de réussite autour de Valognes qui nous habitait majoritairement sans qu’on n'ait décortiqué collectivement les raisons (et notamment celles d’une impréparation des forces de l’ordre qui ne se reproduirait pas) et la réalité de cette réussite. Beaucoup idéalisaient Valognes au nom d’un imaginaire guerrier,

au point de penser pouvoir reproduire cette situation en toutes circonstances. Mais la forme d'organisation y était également pour beaucoup. Étant donné les doutes qui traversaient les membres de l'assemblée préparatoire, il eût fallu que cette assemblée préparatoire se ressaisisse du travail de la commission action avant de le mettre en partage à 500 personnes la veille de l'action. Devant l'urgence de la situation (2 jours de camp pour se préparer) une assemblée aussi vaste peut en effet difficilement se ressaisir d'autant d'enjeux. À Valognes l'assemblée à 800 a relativement bien fonctionné en réussissant à se ressaisir des enjeux parce que l'essentiel des appréciations tactiques de l'action avait été exploré en assemblée préparatoire à une soixantaine. Si la soixantaine de personnes composant l'assemblée préparatoire de Montabot avait partagé une confiance sur ces considérations tactiques, il aurait été forcément plus aisé de se ressaisir des enjeux pour les 500 participants. Tout simplement parce qu'à dix les appréciations tactiques sont forcément moins bien évaluées qu'à soixante et que c'est trop demander à une assemblée de plusieurs centaines de personnes de faire ce travail de réévaluation, surtout dans un laps de temps aussi court.

Cette situation de Montabot, qui vient contrebalancer ce qui fut peut-être l'exception heureuse de Valognes, pose du coup clairement la pertinence de ces camps-actions. Si on perçoit bien l'intérêt de ce type de camp pour faire monter d'un cran le rapport de force et de le partager à plus nombreux, il apparaît difficile à la fois que ce soit dans le même temps un espace de réflexion et un temps d'action. Ce type de rendez-vous n'a de pertinence que s'il apparaît comme une évidence justement au terme d'un processus de réflexion collective et non pas comme une sorte de gimmick activiste qu'on sort du chapeau comme une mise en spectacle de notre radicalité. C'est dans ce dernier cas que l'urgence qu'impose un tel rendez-vous devient un obstacle à l'horizontalité dans les modes de participation et donc souvent un obstacle à une intelligence collective. C'est dans ce type de moments, qui se construisent artificiellement, que se rompent facilement des processus longs, lents et fastidieux qui peuvent promettre un dépassement des divergences et qu'on tombe dans une exacerbation de celles-ci.

Les « figures » mythifiées et les faux-semblants de rencontres

Une autre difficulté pour entretenir ce souci d'égalité et d'horizontalité se situe à l'endroit des images que l'on se fabrique des compagnons de lutte et des

tendances à les mythifier qui faussent les rapports par des exigences de ce fait amoindries. Pour expliciter ces situations, les perceptions qui ont pu circuler d'un événement qui s'est produit lors de l'action de Valognes peuvent aider à amorcer la réflexion. Sans développer ici la séquence autour des voies de chemin de fer, plus amplement développé dans le chapitre sur les pratiques d'action, on peut retenir l'état d'esprit qu'a suscité l'incendie du fourgon de ravitaillement des flics. Alors que l'incendie avait lieu dans la « cour d'une ferme », le sourire et l'approbation manifeste de l'agriculteur aura tôt fait de faire resurgir le mythe des « gestes paysans » capables de s'en prendre autant aux voies de chemin de fer qu'aux bureaux des ministères. Sans même prendre le temps d'une rencontre, se propage rapidement le mythe d'une liaison « paysans »-antinucléaires en oubliant notamment de regarder que cette cour de ferme tenait plus d'une usine que d'une basse-cour. Dans cette facilité à se reconnaître derrière ce type de mythe, il y a un aveuglement certain qui autorise à croire, à peu de frais, en une liaison profonde, où, sous couvert d'un partage sur les moyens d'action, il y aurait un partage plus général sur la critique de ce monde. Cette perception faussée de l'événement n'eut que peu de conséquence immédiate puisque la rencontre fortuite n'eut pas de suite, si ce n'est de contribuer à renforcer les raisons d'avoir perçu cette journée comme une réussite au nom d'un aveuglement sur des rencontres avec des « paysans » et des « locaux » qui auraient eu lieu.

Cette anecdote permet d'évoquer l'état d'esprit qui nous habitait au moment de Valognes et lors de la lutte qui a suivi contre la ligne THT Cotentin-Maine. En venant installer une lutte dans la durée dans un territoire peu familier pour la plupart, il y a toujours ce sentiment d'être dans une posture « hors-sol » et une volonté de la défaire en construisant des rencontres avec ce qu'il est vite convenu d'appeler des « locaux ». S'installent ainsi, avant qu'il y ait de réelles rencontres, des rapports entre figures, souvent mythifiées. Le cas de la lutte anti-THT est sans doute exemplaire de ce processus. Elle aura notamment été à ses débuts une rencontre entre deux types de figures, d'un côté les « locaux », auréolés de leur détermination encore intacte, de l'autre les « activistes » qui venaient créer une « ambiance » à Valognes, chacun ayant bien compris l'intérêt de faire appel à l'autre. Il y avait donc dès le début une forme d'artifice dans cette rencontre au sens où elle était d'abord le fruit d'intérêts réciproques bien compris avant d'être le résultat d'une rencontre de longue haleine. Cette situation rend possible une accélération des rapports qui autorisent souvent à ne pas considérer la rencontre au-delà de ces intérêts circonstanciels. Les incompréhensions qui ont émaillé l'année de lutte contre la THT sont essentiellement liées à ce que provoquent ces rapports entre des figures. S'installe alors une tendance à nous satisfaire de cette liaison en

négligeant fortement les réalités concrètes. Nous n'aurons ainsi jamais pris au sérieux le fait que les « locaux » ne participaient que marginalement aux assemblées du Chefresne et que ces derniers auront eu des difficultés jusqu'au bout à employer le « nous » pour parler de cette assemblée, persistant à employer le « vous ». On restait donc essentiellement dans des rapports utilitaires entre nous, les « locaux » percevant les « activistes » essentiellement comme les petites mains, et nous-mêmes – lesdits « activistes » – nous satisfaisant d'un rapport par « petites touches » avec des « locaux » comme caution d'un ancrage local. Cette situation fabrique rapidement des rapports inégalitaires, loin de l'horizontalité recherchée. L'important devenant le mythe de la rencontre, les exigences habituelles face aux situations réelles sont souvent négligées. Dans ce cas, outre d'avoir accepté qu'il y ait une dissymétrie quant à l'investissement dans les assemblées, nous aurons également négligé le fait que les « locaux », et notamment le maire, jouent leur propre carte avec peu d'attention à l'égard de la ligne politique définie par l'assemblée. On aura ainsi laissé le pouvoir local, incarné notamment par le maire du Chefresne, Jean-Claude Bossard, renouer autant avec des pratiques politiciennes, les logiques notabiliaires du Sud-Manche, qu'avec des jeux médiatiques pourtant décriés à Valognes et au sein de l'assemblée du Chefresne.

Alors qu'à Valognes la relation avec les médias avait fait l'objet de maintes discussions et avait au final été *a minima* organisée sur la forme et dans le fond (avec notamment des porte-parole désignés), pendant près de six mois on aura laissé le maire devenir l'unique porte-parole médiatique sans jamais que son discours ne fasse l'objet de discussions. On l'aura également laissé poursuivre ces relations politiciennes, laissant François Dufour (conseiller régional EELV) faire le beau dans le bois occupé (à l'exception notable d'une intervention fort à propos à son encontre qui laissa de petites traces de défiance) et récoltant, à force de nous taire, la venue de toute une clique de notables « verdâtres » lors du camp de Montabot, récupérant médiatiquement notre radicalité pour ne défendre que la mise en place d'une étude épidémiologique bien impuissante, alors que la situation imposait un rapport de force bien plus frontal.

L'origine de cette situation au Chefresne aura sans doute été l'écriture du texte constitutif de l'assemblée du même nom.

On pouvait y lire notamment : *« Face à cette situation, nombre d'individus ont décidé que l'heure était à l'action directe pour tenter d'enrayer ce « rouleau compresseur » et appellent chacun à y participer avec les moyens*

qu'il jugera bons pour nuire matériellement à l'avancée du chantier. Si nous sommes contraints à ces pratiques c'est que l'opposition populaire à ce projet n'a, depuis que le projet est connu, rencontré uniquement que mépris et arrogance de la part de l'État et de RTE. Chacun aura compris qu'il n'y avait rien à attendre de ces institutions. C'est seulement en s'organisant par nous-mêmes avec nos moyens que nous pourrons freiner la toute-puissance de l'État. » Le texte formulait plus loin : *« Cette assemblée, composée autant d'habitants proches du projet que d'individus en lutte contre toutes les politiques de gestion de nos vies par l'aménagement des territoires, assume entièrement l'héritage de l'action de Valognes, autant sur les pratiques de lutte, les formes d'organisation que sur le sens politique de ces luttes* ».

S'il y avait des raisons de se satisfaire d'être en mesure de partager, dans ce travail de composition entre groupes hétérogènes, une certaine radicalité, il est facile de voir après coup qu'il y avait là une certaine démagogie voire idéologie. La dissymétrie dans l'investissement dans les assemblées n'était de fait pas que physique. De manière évidente, ce texte n'avait pas la même importance pour tous, ni le même sens.

L'aveuglement qui était là en jeu, autour de cette figure de « locaux » (figures labellisées « 100% d'origine »), aura été amplifié par l'attitude peu saisissable du maire, devenu une figure centrale de la lutte et tiraillé entre deux logiques, laissant paraître médiatiquement une figure écolo bon teint et publicitaire à la mode José Bové tout en incarnant, en apparence au moins, sincèrement, une radicalité citoyenne intègre quand il s'est agi de faire face à l'arrivée des pelleteuses sur la commune et de démissionner de la mairie au moment des élections législatives. Ce rapport frontal avec les autorités étatiques, certes dans un contexte d'oppression policière quotidienne qui imposait une réplique, sortait des jeux politiciens habituels, voire semblait les disqualifier. Nous aurons sans doute été naïfs de ne redécouvrir qu'après coup la fonction d'un maire, même en l'occurrence sympathique, c'est-à-dire d'un notable : être autant à l'écoute du village que jouer les intermédiaires avec les institutions ; contraint donc à toujours jouer sur deux tableaux et deux langages incompatibles.

Mais dans ce jeu entre figures qui abîme les rapports horizontaux au sein des assemblées de lutte, les rapports ne sont jamais biaisés que dans un seul sens. De la part des « locaux » il y aura aussi eu un aveuglement à l'égard de la figure « activiste », qui est apparu de manière flagrante au moment du camp-action de Montabot. La séparation qui s'en est suivie entre les dits « locaux » et les « autres » est sans aucun doute liée au fait que cette action aura porté

jusqu'à la bêtise la fascination pour l'action directe parce qu'on se sentait autorisé à agir de la sorte grâce au soutien apparent des « locaux ». Mais, là aussi, le soutien était plus de façade, parce que, de fait, sans qu'on entrevoie clairement les raisons de ce choix, les « locaux » auront décidé de rester au bois pendant ce week-end, se tenant à distance du théâtre des opérations, et cachant mal leur défiance. De fait, les divergences auront été consommées jusqu'à la lie quand Jean Claude Bossard s'autorisera, après le carnage, à ramener médias et élus Verts à l'orée du camp, ne pouvant que tirer la couverture à lui, négligeant complètement les partis pris de l'assemblée elle-même. Depuis, les relations sont à reconstruire et de manière évidente en cassant ces identifications autour des figures précitées pour enfin laisser place à des rencontres entre individus conscients d'eux-mêmes. La grange de Montabot, en cours d'investissement, est peut-être l'occasion idéale pour réinstaller ces rapports sincères plus à même de faire exister une réelle démocratie directe.

Le réseau ou l'horizontalité 2.0

Une manière d'aborder les inquiétudes que pose une reconnaissance de plus en plus partagée autour de fonctionnements dits en « réseau » pourrait se faire simplement à partir de la manière dont sa déclinaison verbale – *« réseauter »* – empruntée à une novlangue cauchemardesque, vient éreinter nos tympans. Mais on aurait alors tort de poser le problème uniquement sur le terrain de la culture et d'un goût pour la langue qui, chacun l'aura constaté, s'atrophie chaque jour un peu plus.

Si on veut bien entendre derrière cette notion de « réseau » une nouvelle manière de concevoir l'horizontalité au sein d'élaborations collectives, on comprendra aisément que ce n'est pas la coïncidence d'avoir croisé inévitablement dans cette lutte ledit réseau Sortir du nucléaire qui prête matière à réflexion. L'emprunt du mot « réseau » par cette organisation a bien plus à voir avec les vieilles images pyramidales qu'avec ces desseins d'interconnexions multiples proliférant tous azimuts que d'aucuns veulent croire se réaliser de manière autonome à l'image de ce que l'ordinateur autoriserait comme avènement d'une « démocratie directe 2.0 ». Il est par ailleurs et sans doute incongru d'imaginer que l'opposition au nucléaire et à la THT dans la Manche a été le théâtre privilégié de ces avancées de la post-modernité dans nos vies. Il devient donc légitime de s'étonner de la présence de telles préoccupations dans un récit-analyse de cette lutte. Cela tient peut-être uniquement au fait que, pour certains d'entre nous, cette aventure aura

été la première occasion d'entendre ce doux mot « réseauter » atteindre nos oreilles et cela nous y aura mis la puce…, comme on dit.

C'est aussi qu'une ambiance est déjà bien installée, qui va des fameux « Anonymous » aux « Indignés », en passant par les « désobéissants » et l'usage de sites comme Juralibertaire ou Indymédia, en matière de place prépondérante prise par l'informatique dans les mouvements politiques récents. Que cette notion de réseau ait émergé en même temps que le déploiement des potentialités d'Internet n'est bien entendu pas qu'une coïncidence. Un regard historique dilettante sur la fin des années 90 pourrait aider à voir d'un bon œil cette émergence en constatant que des « réseaux internationaux » ont pu voir le jour grâce à la fluidification de la circulation d'informations permise par Internet. On peut penser notamment à l'« Action mondiale des peuples », qui s'est notamment fait connaître en 1999 par l'organisation d'une visite de « paysans » indiens en Europe venus contribuer avec quelques petites mains européennes à la destruction de quelques expériences scientifiques en matière d'OGM. Cette association, qui se revendique comme un « réseau » déjà essentiellement rendu possible par Internet, aura été le théâtre d'une des premières supercheries qu'autorise ce type de fonctionnement horizontal. La distance autorisée par ce moyen de communication aura entre autres permis de se retrouver piégé par l'accueil, *in fine*, à défaut de paysans, de petits patrons exploiteurs qui s'étaient bien masqués derrière de belles intentions mises sur papier et qui auront aveuglé tout le monde dans un premier temps, avant qu'on puisse le vérifier *de visu*. Mais le problème serait aisé à circonscrire s'il ne s'agissait que d'un problème de distance à défaire.

Derrière cette vision d'une toile d'interconnexions multiples censée résoudre le pari de rapports non hiérarchiques, se fabriquent des penchants qui nous éloignent toujours plus des exigences de la démocratie directe. L'adhésion à la « vie 2.0 » mène en effet à une fétichisation des moyens eux-mêmes de la circulation au détriment à la fois des conflits nécessaires pour qu'il y ait politique et d'une réflexion en permanence critique sur les lieux où se fabrique le pouvoir. Il y a en effet une double illusion ici à l'œuvre. D'abord que cette toile d'interconnexions aurait résolu la question du pouvoir par son apparente horizontalité et ensuite que l'optimisation de la circulation des informations résoudrait la question des rapports politiques en les pacifiant du seul fait que, chacun étant en possession de toutes les informations nécessaires, une sorte de conscience unifiée s'élaborerait magiquement et sans doute de manière autonome.

Nous décrivons ici une caricature que personne n'aura sans doute vu s'incarner dans la vie réelle, mais d'aucuns auront pourtant eu l'occasion à

maintes reprises de constater combien l'usage d'Internet dans l'élaboration collective d'une lutte est l'occasion privilégiée pour ne jamais discuter du fond des analyses politiques à tenir (s'attachant à un pragmatisme organisationnel) et est également une occasion pour mythifier la réalité d'un regroupement d'individus à partir des seules connexions sur la Toile. Certains diront qu'*a contrario* Internet est l'endroit privilégié du déchaînement des conflits autorisés par une forme d'anonymat, mais chacun conviendra surtout que ces conflits ne posent jamais l'enjeu d'un partage autour de partis pris rejoignables et de partis pris ennemis mais sont surtout l'occasion d'un déchaînement de passions individuelles et individualistes plus portées par un narcissisme (sous forme de déversoir d'insultes et de mépris) que par un souci d'élaboration collective.

Si ce constat est sans doute moins prégnant au sein de collectifs où préexistent de grandes complicités, il devient vite problématique dans des luttes qui tentent des compositions politiques à partir de groupes ou d'individus très hétérogènes et qui se connaissent peu. La vitesse dans la fabrication des rapports qu'autorise Internet n'est d'ailleurs pas pour rien dans les illusions quant à la réalité de ceux-ci. Dans le cas précis de la lutte contre la THT et des difficultés qu'il y a eu entre les fameux « locaux » et « non-locaux », le rôle d'Internet dans les illusions de rencontres qui nous ont piégés n'est sans doute pas pour rien.

Il y a aussi une manière de laisser à la « magie » de l'interconnexion le soin de fabriquer une mobilisation pour un rassemblement, une manifestation ou une action qui ne peut promettre qu'un certain enfermement et non l'élargissement espéré tant la connexion est un acte passif qui autorise tout sauf à se bouger.

Pour évoquer une autre situation qui est celle de la lutte à Notre-Dame-des-Landes, chacun pourra mesurer toute la différence entre une action telle que « Sème ta ZAD » du 13 avril 2013 et la fameuse « chaîne humaine » du 11 mai 2013. Si le premier événement était le prolongement d'une présence réelle sur le terrain qui veut promettre une réappropriation des terres, le deuxième, entièrement fabriqué *via* Internet (avec inscription par Internet et contribution financière à l'action via Paypal…), n'est que la mise en spectacle de ces rares « agissements », qui n'ont rien d'une exception à la règle parce que si loin des enjeux réels qu'ils sont assurés d'être sans lendemain. L'inquiétant ici n'est pas tant que le gauchisme trouve à se renouveler *via* les nouveaux moyens de télécommunication, mais plutôt ce que semble permettre une adhésion plus ou moins passive à ce type d'ambiance « numérisée ». Que ces deux rendez-vous n'apparaissent pas en conflit quant au but recherché est sans doute lié à la forme de bienveillance imposée par un état d'esprit précautionneux qui veut

faire de la composition entre groupes politiques divergents une force. Il y a là d'évidentes bonnes intentions, mais on peut quand même s'inquiéter que ce type de situation soit de moins en moins l'occasion que s'expriment sincèrement des conflits politiques. Les espaces de lutte deviennent ainsi de simples juxtapositions d'analyses, de stratégies, de perspectives, auxquelles chacun peut contribuer1 notamment *via* Internet, sans que leurs aspects inévitablement contradictoires et antagonistes ne réussissent à être discutés et tranchés. Tout se passe comme si les idéaux propres à l'époque (qui se sont un temps appelés « cybernéticiens ») d'« information », de « circulation », de « fluidité », de « rétro-action », d'« efficacité » trouvaient un écho et une transposition dans les milieux militants sous le jargon de « liberté d'expression », « créativité », « transparence », « tolérance », « non-violence », « harmonie »… et qu'on ne voie plus bien quel monde différent et désirable cela promet, alors qu'ils seraient censés dessiner les contours de la démocratie directe enfin advenue. On pourrait le dire autrement : le souci d'efficacité dans l'action sacralisée en « fétichisme de l'affrontement » (avec les forces de l'ordre ou plus généralement avec le pouvoir) réduit toujours plus les enjeux politiques en de simples considérations tactiques. Personne ne voulant se prévaloir d'une science infuse en matière de résultats et d'efficacité de telle ou telle stratégie, on préfère achalander au maximum le rayon « stratégie » de la lutte pour laisser le choix au moment des emplettes. Entre-temps s'oublie l'évidence même qu'il n'y a pas de politique sans conflit. Par conflit nous n'entendons pas l'image de violence qui lui est systématiquement accolée mais simplement le fait d'affirmer des positions, de prendre parti, c'est-à-dire d'assumer qu'il y ait des antagonismes, voire des ennemis.

Il ne serait sans doute pas aventureux d'avancer que l'illusion d'horizontalité que permettent les fonctionnements en « réseau » est principalement liée à une autre illusion, celle de la transparence que véhicule Internet. Qu'il y ait aujourd'hui à l'œuvre de la part des gouvernants un délire de gestion totale de nos vies grâce à la connexion et la transparence généralisée qu'est censé promettre Internet ne dit rien de son effectivité (et il y aurait de toute manière à la craindre). Tout cela se joue aujourd'hui essentiellement en termes de croyance. Et il faut croire que beaucoup de militants souffrent du même aveuglement que les tenants du pouvoir. Cette transparence qui peut aussi se lire comme une égalisation des moyens d'accès aux lieux de pouvoir serait donc effective au point que quiconque maîtrisant un

1 On notera également, en termes de novlangue, la prolifération du mot « contribution ». La politique se résumerait désormais à poser sa « contribution » dans la cacophonie ambiante faisant office d'harmonie numérisée, comme on pousse son étron dans le tourbillon de la gestion durable de nos effluents.

tant soit peu les circuits informatiques serait à même de porter atteinte au système dans son ensemble. Là aussi les illusions sont grandes quand on sait que, dans la même période où des hackers d'Anonymous attaquaient la dérisoire page d'accueil du site d'EDF en guise de représailles après Fukushima, le gouvernement américain, lui, déployait tout une artillerie d'informaticiens pour détruire « numériquement » mais sûrement une grande partie des installations nucléaires iraniennes. Les guerres dites « asymétriques » ont certes changé de moyens mais le manche est toujours entre les mêmes mains.

Et alors…

Si l'intention de cette analyse était d'assumer une défense de la forme « assemblée » contre les tentations qui nous traversent dans les situations évoquées de « bandes », d'urgence, de spécialisation, de fabrication de figures mythifiées et aveuglantes, de réseaux, il ne s'agissait pas de graver dans le marbre une adhésion à un formalisme radical mais bien plus de cultiver le souci d'horizontalité qui n'est au fond rien d'autre qu'un souci de mettre en travail, en toutes circonstances, l'égalité entre les participants à une aventure collective. En évoquant le terme d'égalité, il est là aussi courant d'y entendre un certain formalisme dont ladite démocratie actuelle nous a rendus familiers. La justice comme institution de l'égalité des droits, le parlementarisme comme institution de l'égalité des pouvoirs, etc. C'est bien entendu à distance de ces illusions, grosses d'infectes besognes perpétrées au nom de la *res publica,* que nous entendons le souci d'égalité. En l'état des complicités politiques, même au sein d'un mouvement de lutte comme celui qui s'est emparé du nucléaire dans la Manche, nous serions bien présomptueux de dessiner une forme à suivre pour garantir cette horizontalité et cette égalité. Nous pouvons juste par expérience affirmer que l'assemblée est un outil indispensable pour installer des rapports qui apprennent à défaire les jeux de pouvoir. Elle ne le garantit certes pas. Il y faut pour cela au moins s'adonner à une discipline de l'attention à l'autre qui, là encore, loin d'une tentation formaliste, ne doit pas être entendue comme un flicage des comportements mais comme le fruit d'une passion pour l'égalité. Pour le reste, c'est-à-dire apprendre à discuter, à décider à 5, à 10, à 100, à 800 et plus, chaque situation a besoin d'inventer ses formes sans crier au formalisme ; sans y succomber non plus comme une réponse toute faite. Ce chemin est pavé d'illusions. Nous avons la prétention d'en avoir levé quelques-unes.

Pour illustrer les manières dont ce souci d'égalité peut s'incarner dans le cadre d'une assemblée et n'être au final pas tenu, on peut reprendre l'exemple de l'écriture du texte constitutif de l'assemblée du Chefresne, déjà évoqué ci-avant et épinglé comme idéologique ou démagogique. Lors de la réunion d'où émergea ce texte, chacun aura pu se réjouir d'une discussion de fond relativement poussée et où beaucoup auront pris la parole. Mais, avec le recul, on se rend compte que le partage de la parole s'est surtout distribué autour des figures d'« activistes » et de « locaux ». C'est-à-dire que les apparences d'une horizontalité et d'une égalité cachaient également que personne, peut-être, ne parlait sincèrement, chacun essayant de coller à sa figure tutélaire. Étant donné le besoin d'entretenir la rencontre inédite, chacun fait en sorte que son discours réponde aux attentes présentes derrière l'acceptation des figures. C'est-à-dire, les « locaux » laissent le discours activiste se déployer et les « activistes » se satisfont de quelques hochements de tête et d'une absence de contradiction de la part des « locaux » comme forme d'accréditation (attitude autorisée par le fait que sont rares les occasions où ce discours en vient à être accepté par d'autres que lesdits « activistes »). Le souci est qu'ici le dispositif informel devient inégalitaire parce que la médiation des figures amène avec elle des formes d'autorité qui ne sont pas décortiquées sur le moment. Ce qui fait autorité ici c'est d'abord l'intérêt commun de composer ensemble pour être plus forts, puis la figure de l'« activiste » en tant qu'elle est censée apporter l'étincelle pour relancer la lutte. En dernier lieu, c'est l'accréditation des « locaux » qui vient apporter une nouvelle légitimité à ces pratiques.

Dans ce dispositif fermé, il n'y a en fait que peu de place à des discours sincères, chacun jouant un rôle pour respecter le scénario de la pièce déjà écrit et entendu dans lequel le souci d'égalité entre les individus disparaît devant des autorités préexistantes, dont l'accordement préétabli est en fait le résultat d'un souci d'efficacité (faire corps pour être plus fort). Là encore l'urgence et la vitesse sont en cause parce qu'elles empêchent de prendre le temps d'une vraie rencontre défaite des apparences stratégiques.

Dans de telles configurations, les dispositifs formels (tours de table, prises de parole orchestrées, etc.) peuvent aider à défaire ces dynamiques inégalitaires mais ne sont rien sans un peu de clairvoyance portée par chacun.

Analyse des différentes pratiques d’actions et la tentation de l’activisme

« Pour survivre à la guerre, il faut devenir la guerre. »
John Rambo, dans *Rambo.*

Combattre le nucléaire passe par des actions directes qui peuvent (autant que cela est possible) mettre à mal les nucléocrates. N’ayant que très peu d’autres moyens d’agir pour essayer d’avoir prise directement dans une lutte, l’action directe semble souvent être notre seul outil à porter de main pour combattre. La tentation est alors grande pour chacune et chacun d’entre nous de s’enfermer dans une course pour l’action, sans prendre le recul nécessaire et le temps de la réflexion pour construire un mouvement fort. Il convient donc ici de poser une critique sur les formes que la lutte antinucléaire peut prendre à travers les traits d’un activisme à tout va. Il faut également poser une réflexion plus globale sur les modes d’action sans non plus remettre en cause systématiquement l’idée même de l’action directe qui se révèle nécessaire pour une lutte qui ne veut pas s’enfermer dans des illusions citoyennistes.

Le camp de Valognes et le pari du renouveau ?

Durant ces dernières années, et cela malgré les actions du Ganva[1], la plupart des actions antinucléaires se limitaient le plus souvent à des mises en scène symboliques et médiatiques (Greenpeace a toujours su d’ailleurs, être l’un des chefs de file de ce genre d’actions). Pourtant l’histoire de la lutte antinucléaire dans la Manche a été parsemée de bon nombre d’actions d’ampleur dans les années 70-80, dont notamment l’occupation pendant un

---

1 En novembre 2010, le Groupe d’actions non violentes antinucléaires (Ganva) a bloqué en gare de Caen un convoi de déchets nucléaires « Castor » qui se dirigeait vers l’Allemagne. Quelques personnes s’étaient alors enchaînées aux voies pour barrer le passage du train. Trois d’entre eux ont été blessés durant leur désincarcération (deux personnes ont été gravement brûlées aux mains, le troisième a eu deux tendons sectionnés à la main). Sept d’entre eux ont été arrêtés. Le versement d’une caution de 16 500 euros a même été exigé faute de quoi les sept personnes arrêtées étaient placées en détention jusqu’à leur procès. Le rendu du procès en appel est attendu pour le 4 juin 2013. Le Ganva avait également bloqué un convoi de combustible nucléaire en provenance d’Italie au Molay-Littry dans le Calvados. Quatre personnes s’étaient enchaînées aux voies. Elles seront poursuivies et condamnées à 2 500 euros d’amende dont 2 000 avec sursis et à verser 9 265 euros de dommages et intérêts à la SNCF.

mois du site de Flamanville en 1977 pour empêcher le début des travaux des réacteurs, et également le blocage d'un train de déchets en provenance d'Allemagne en gare de Mézidon pendant deux jours en 1981[1]. L'action de Valognes, en novembre 2011, puis le mouvement autour de la ligne THT Cotentin-Maine au Chefresne et à Montabot depuis quelques mois, ont posé une ambiance dans le département le plus nucléarisé du monde : la Manche. Le camp de Valognes avait pour but de relancer une lutte contre le nucléaire dans la Manche qui devait alors faire face à une contestation moribonde depuis quelques années à l'instar du reste de la France. Malgré un début de lutte sur la ligne THT Cotentin-Maine qui avait mobilisé, notamment avec la manifestation à Mortain, qui avait réuni 4 000 personnes le 31 janvier 2009, la région normande se retrouve dans une contestation où le citoyennisme militant a dominé durant ces dernières années. L'action spectaculaire sur le train Castor aux alentours de Valognes en novembre 2011 a alors permis de remettre un peu en lumière une région où le nucléaire règne en maître. À grands coups de communications médiatiques pas toujours maîtrisées (mais ne s'illusionne-t-on pas toujours quand on pense avoir prise sur le discours des médias ?), l'« immense » ville de Valognes a fait la une de la presse nationale durant une journée avant de retomber dans l'oubli aussi vite que sa notoriété fut soudaine. Notre volonté de faire des grands événements, notre course à l'action, nous fait parfois oublier les mouvements passés. Cette amnésie est aussi due au fait qu'on aime se raconter l'histoire qu'on est les premiers, qu'on crée un « sans précédent ». En effet le blocage d'un transport de déchets nucléaires n'est pas une première dans la région, mais cette pratique de lutte a, peu à peu, été abandonnée à l'exception près des actions du Ganva en juillet 2008 et en novembre 2010 à Caen. À la différence du Ganva, où seulement quelques militants s'enchaînaient pour bloquer le train, il s'agissait de réunir le plus grand nombre possible de gens dans une action de blocage de convoi de déchets nucléaires. Autrement dit de réunir par l'action toutes tendances en ayant un objectif commun, combattre le nucléaire.

---

1 Le Crilan s'est toujours opposé à l'arrivée de déchets nucléaires de quelque pays que ce soit à l'usine de la Hague, pour y extraire du plutonium. C'est pour cela qu'ils avaient bloqué un train de déchets nucléaires en provenance d'Allemagne avec l'UR-CFDT en 1981. Ce dernier est reparti en Allemagne après deux jours de blocage. En revanche les trains « Castor » sont des convois de déchets nucléaires allemands déjà stockés à la Hague. Pour le Crilan, mais aussi pour Greenpeace, ces convois doivent donc retourner chez l'expéditeur d'origine. Avec cette position, mais aussi avec leur histoire, le Crilan a refusé de participer au camp de Valognes. Pour eux, cela aurait été contradictoire de prendre part au blocage d'un convoi « Castor », alors qu'ils se sont battus justement pour que ces déchets retournent dans leur pays d'origine. Pour consulter un bref historique des luttes du Crilan, se référer aux *Quelques points d'histoire à propos de la lutte antinucléaire en Cotentin, contribution du Crilan pour le rassemblement du Chefresne, 22-24 juin 2012.*

Réunir à travers l’action ?

Le camp de Valognes avait également pour but de montrer que l’action directe sur le nucléaire était possible à travers l’attaque des convois de déchets nucléaires, qui étaient considérés comme plus vulnérables et donc plus « faciles » à combattre (bien sûr rien n’est simple quand il s’agit d’affronter l’entreprise nucléaire). Elle devait aussi, à l’image du mouvement allemand, montré en exemple, réunir à travers l’action comme cela est explicité dans l’*Appel de Valognes : «* […] *différentes tendances peuvent coexister sur une base pratique, en ayant chacune son mode d’action. »* L’idée de se dire que là où la parole divise, l’action réunit est plutôt séduisante. On peut comprendre la souffrance de certains lors de réunions ou d’assemblées interminables pour savoir si on appelle à une manifestation ou à un rassemblement, et à quelle heure on appelle la manifestation, et pourquoi on ne féminise pas les tracts, et pourquoi on n’écrirait pas une brochure au lieu d’un tract… De plus, se dire que c’est à travers des pratiques de lutte que l’on fait de « vraies » rencontres intenses et magiques, fait appel à notre fibre romantique et révolutionnaire. Les anecdotes à propos de l’action de Valognes sur le maire de Flottemanville-Bocage qui recueille des blessés, ou sur un villageois qui apporte du café pour nous réchauffer durant l’action sont de belles histoires que nous aimons nous raconter, et qui en confortent certains dans l’idée que c’est dans ces moments intenses de lutte que l’on arrive à se réunir. Le villageois du coin, « le local », nous rejoint alors en apportant son soutien sous d’autres formes pratiques. Mais ce type d’échanges durant ces moments intenses reste la plupart du temps bref et sans suite, et cela même si cet instant reste plaisant et humainement réconfortant. Car il ne faut pas oublier que le maire[1] ayant recueilli des blessés a déclaré qu’il aurait fait la même chose pour n’importe qui. Aussi honorable que puisse être son geste, il n’est en rien politique. On ne connaît pas ses positions sur le nucléaire.

L’autre difficulté de Valognes était d’arriver à créer un consensus autour d’une action qui puisse satisfaire tout le monde selon les degrés d’intensité de chacun, c’est-à-dire selon le niveau de conflictualité face aux forces de police que chacun est prêt à accepter. L’action avait aussi pour but de réunir différentes tendances. Être clair sur l’objectif de l’action et ne pas utiliser les gens pour faire masse dans une unique vision stratégique, sans qu’ils sachent vraiment dans quoi ils s’engagent, était alors essentiel. À ce sujet, le camp de Valognes était clair, à la différence de Montabot. L’objectif était de perturber le

1 Les seules déclarations publiques du maire concernant le rassemblement de Valognes sont au sujet de son mécontentement. Il déclare être scandalisé de ne pas avoir été prévenu en tant qu’élu par la préfecture dans *La Presse de la Manche* du 24 novembre 2011. *cf* l'article *« Le maire de Flottemanville-Bocage aurait aimé être prévenu. »*

train de déchets nucléaires Castor. Ce serait faire preuve de mauvaise foi que de dire que le but de l'action était flou. Cependant, la manière dont s'est préparée la stratégie pour atteindre cet objectif a pu rester obscure pour certains. L'obligation était évidemment de rester le plus discret possible pour des raisons de sécurité et d'éventuelles surveillances policières. Pour l'action choisie, il ne pouvait pas y avoir un consensus là-dessus puisque c'est d'un petit groupe de personnes « affinitaires » par circonstance (venant de toute la France et se retrouvant sur des modes de pratiques radicales, mais ayant des analyses différentes sur le nucléaire), qui a planifié le plan d'attaque de cette journée. La tactique mise en place par un petit groupe se retrouvant sur des postures radicales nous a permis d'être plus efficaces. Une certaine confiance entre les personnes et l'objectif partagé entre nous de perturber ce convoi a rendu la mise en place de cette action plus efficiente et plus « facile ».

Au nom de l'efficacité…

Obsédé par le mythe unificateur de l'action et afin d'être plus compétent, on ne s'intéresse pas à la lutte antinucléaire, mais à la pratique de cette lutte. Dans cette logique, on ne regarde donc pas l'histoire de la lutte antinucléaire dans son ensemble, mais seulement l'histoire des pratiques de cette lutte. Déplacée de son contexte, une lutte passée peut alors être fantasmée, comme ce fut le cas avec l'histoire de la lutte antinucléaire allemande dans l'*Appel* de Valognes. Quel sens historique peut-on donner à une lutte, si on ne la regarde que sous un regard pratique afin d'utiliser les mêmes modes d'action ? Ce regard sur l'histoire de la lutte antinucléaire allemande est biaisé car il ne prend en compte qu'un aspect : celle des pratiques de lutte, tout en occultant la construction de cette lutte dans son ensemble mais également l'histoire même du nucléaire en Allemagne. L'implantation du nucléaire en Allemagne n'a jamais eu la même importance qu'en France. Dans les manuels scolaires de géographie, les petits élèves français apprennent comment la France est un pays puissant grâce à ses choix énergétiques, en l'occurrence grâce à sa force nucléaire. Les choix politiques de ces deux États par rapport au nucléaire ont été très différents. La France est l'un des pays qui a le plus misé sur l'énergie et l'arme nucléaire dans le monde. Il semble donc difficile voire hasardeux de mettre sur un pied d'égalité la lutte antinucléaire allemande et celle de la France, pays qui a fait du nucléaire une fierté nationale.

De plus, au nom de la réussite, on évite soigneusement les sujets de fond. Il ne faut pas se diviser dans des querelles idéologiques mais bien se concentrer sur l'action. La quasi-absence de discussion sur le nucléaire durant le camp de Valognes, due également à l'avancement du départ du convoi de

déchets nucléaires, est révélatrice de ce manque de consistance théorique. On ne sait plus réellement pour quoi on est là si ce n'est pour bloquer un train. Le camp de Valognes a également fait appel de manière très large à différents soutiens (Europe Écologie, NPA…) toujours dans un but utilitaire (*cf.* partie Organisation collective, horizontalité et égalité). Ces différents soutiens permettaient alors de faire masse pour le jour J de l'action. Avec cette stratégie du coup d'éclat où tout ce qui est préparé n'a qu'un seul but, celui de la réussite de l'action, on a vite crié victoire quand l'avancement du train a été perturbé.

Mais quel autre choix s'offre-t-il à nous pour pouvoir lutter ? L'action directe est souvent le seul moyen que nous avons qui nous permet d'avoir une emprise directe dans une lutte. Le piège est alors de ne se limiter qu'à ce genre d'actions, de s'enfermer dans un activisme à tout va dans un monde qui nous pousse à cela. Nous sommes tous traversés par cette envie de combattre directement le nucléaire et par notre impatience à vouloir remporter des micro- victoires. Cependant tout miser sur l'action peut aussi, à l'inverse, avoir de terribles répercussions lorsque celle-ci se déroule mal, comme ce fut le cas à Montabot en juin 2012 ; nous y reviendrons plus loin.

La lutte contre la THT et un certain partage des pratiques

On l'a déjà évoqué précédemment, l'opposition à la THT a été l'occasion d'un retour des modes d'actions directes. Les nombreux sabotages effectués sur la ligne THT en sont révélateurs. RTE[1] a d'ailleurs dévoilé une liste d'accidents que cette ligne a subi dans une note. De plus les actions de déboulonnage publiques, mais aussi les actions de blocage de chantiers autour notamment de la commune du Chefresne, réunissaient bon nombre de personnes allant d'une vingtaine à une centaine. Un enthousiasme nous a tous habités durant ces quelques mois. Les actions de déboulonnage avaient alors le but pédagogique de faire participer le plus grand nombre aux actions, et de permettre ainsi une réappropriation collective des actes de sabotage afin que chacun puisse nuire aux différents pylônes de la ligne THT. Ces actions se sont déroulées dans un esprit relativement bon enfant où, au fur et à mesure, des pratiques se sont échangées, par exemple pour savoir quelle clé utiliser pour déboulonner un pylône, ou encore se masquer ou se déguiser pour ne pas être identifié durant les actions. Durant les quelques mois précédant le camp de Montabot, les forces de police se sont montrées également de plus en plus présentes. Des échanges pratiques ont aussi eu lieu au bois du Chefresne, qui était alors occupé, avec par exemple des initiations à l'escalade d'arbres au cas

---

1 Cette liste des sabotages subis sur la ligne THT Cotentin-Maine a été rendue publique par RTE en juin 2012, elle est donc incomplète. Voir cette liste en annexe n°2.

où la police viendrait expulser le bois, comme c'est le cas aujourd'hui à la grange de Montabot avec l'organisation des week-ends de chantier. Mais l'urgence du calendrier des travaux nous a rattrapés et nous a poussés à agir rapidement. Ainsi l'idée d'organiser un grand week-end d'information et d'actions autour de la THT près de la commune du Chefresne voit le jour dans le but de « publiciser » cette lutte.

Les limites du coup d'éclat et des logiques de « camp ».

Le camp mis en place à Montabot en juin 2012 près du tracé de la ligne THT Cotentin-Maine, avait un double objectif : celui de sensibiliser les gens sur la question de la THT et, contrairement à Valognes, mettre en place des discussions portant sur le nucléaire (comme les discussions sur Fukushima, ou sur l'histoire de la lutte antinucléaire dans la Manche) ; et celui de marquer ce week-end de résistance par une journée d'action. La logique de cette action a été héritée de Valognes, et là encore la politique du coup d'éclat a été reproduite. En effet ce week-end de résistance s'est malheureusement concentré sur cette action, que ce soit durant la préparation ou pendant le camp en question. L'illusion portée notamment par le message de Valognes était de croire que seule l'action pouvait réunir du monde sur la lutte antinucléaire. Considérée alors comme l'élément attractif du week-end de résistance contre la THT, l'action devient un atout charme et vendeur auprès de tout activiste. L'action concentre donc quasiment toutes nos forces et elle se place au centre de tous les sujets de nos discussions durant les préparatifs, épuisant certains qui avaient la lourde tâche d'établir un plan et qui imaginent des heures durant quelle stratégie mettre en place pour le grand jour. Aveuglés par l'enjeu de cette action, nous avons mis de côté des questions nécessaires à la construction de cette lutte comme celle sur la récupération politique, ou celle de la composition et de la séparation qui a eu lieu au sein de l'assemblée du Chefresne entre « activistes » et « locaux ».

L'action étant mise en avant comme le dessert surprise du week-end, il ne fut pas étonnant de voir des gens pendant le camp de Montabot qui ne s'intéressaient qu'à ce moment précis et ne participaient à aucune discussion. On a alors assisté à des scènes dignes des plus grands films de guerre où chacun se transformant en John Wayne essayait de se préparer pour le jour J. On prépare alors son arme en se remémorant le film *Rambo* et on se dit que « pour survivre à la guerre, il faut devenir la guerre ». Mais on ne se prépare pas

militairement à une action face à des militaires, qui contrairement à nous étaient suréquipés. On a alors tous construit de différentes manières l'échec de cette action, certains en construisant aveuglément des banderoles renforcées, d'autres en ne disant rien, résignés par ce qui était en train de se jouer. À la suite de l'action de Montabot durant laquelle les forces de police particulièrement violentes étaient prêtes à en découdre, une assemblée s'est déroulée sur le camp révélant alors quelques tensions. En effet toutes les divergences mises de côté au nom de l'efficacité de l'action, éclatent au grand jour. La parole reprend ses droits. Certains affichent clairement leur position par rapport aux formes d'organisation assembléistes, c'est-à-dire en assemblée générale. D'autres cherchaient des responsables. La responsabilité revient évidemment en tout premier lieu aux forces répressives de l'État, mais elle existe aussi dans cette stratégie activiste où nous avons fantasmé sur l'action quasi magique qui rassemble sur une lutte. Malheureusement quand tout se joue sur une action et que celle-ci échoue, le coup d'éclat apparaît comme un pétard mouillé. Aussi séduisante que puisse nous paraître cette stratégie guerrière de l'activiste (nous avons tous rêvé de nous transformer en Xena la guerrière ou en Flash Gordon), elle esquive bon nombre de sujets de fond (les bases politiques, l'organisation, la composition, etc.) au nom de l'efficacité. Cette année de lutte sur le nucléaire a cependant permis une acceptation plus large de certains modes d'action comme le sabotage de la ligne THT et de différents engins de chantier. Il ne faut pas oublier le document d'EDF1 qui dit que *« lorsque les militants écologistes, qui sont aujourd'hui axés sur le nucléaire, prendront dans le collimateur les lignes THT, la situation risque d'être grave, car si on peut protéger les centrales nucléaires par des barbelés et éventuellement des pelotons de CRS, ce n'est pas le cas des pylônes ».* Même si cela doit être repris avec un certain recul, cela montre que les lignes THT sont des cibles plus « faciles » à atteindre directement. Durant le camp de Montabot, nous l'avons oublié et nous nous sommes concentrés sur les quelques pylônes situés autour de nous, très surveillés par les nombreuses forces de police durant ce week-end, alors que cette ligne s'étend sur des centaines de kilomètres. Il ne faut pas non plus oublier qu'il y a quelques années la lutte anti-THT Cotentin-Maine se limitait à des actions citoyennistes se jouant essentiellement sur le terrain judiciaire. Ces derniers mois de lutte contre la THT ont surtout permis une certaine réappropriation des modes d'actions directes par un grand nombre de personnes de tous âges et de milieux différents.

1 Citation extraite d'un document confidentiel datant d'avril 1983, reprise dans de nombreux tracts et affiches contre la THT.

Se défaire des illusions de la contre-expertise

« C’est au moment où les experts scientifiques ne peuvent plus rien promettre d’autre que la gestion des catastrophes que leur pouvoir s’installe de façon inéluctable. »
« La Tentation totalisante »

La radioactivité ne se sent pas, ne se voit pas, ne se perçoit pas, elle se mesure. C’est cette particularité qui laisse, plus que jamais, le champ libre aux experts de tout poil pour prendre possession de notre réalité. Ils voudraient s’imposer comme des intermédiaires incontournables pour se saisir du monde envahi par la radioactivité. Partout le discours des experts scientifiques surfe sur l’ambiguïté du caractère totalement abstrait et nouveau de la « matière radioactive » (sauf bien entendu pour les populations de Tchernobyl, Fukushima, des sites d’essais des bombes atomiques ou encore des régions d’extraction de l’uranium qui en font encore les frais aujourd’hui). Certains chercheurs après Tchernobyl parlaient même sérieusement de « radiophobie », une angoisse générée par la peur irrationnelle des populations touchées par un accident nucléaire. Le message est sans équivoque : « Si tu arrives à bien gérer ton stress, ta survie s’en trouvera améliorée donc ne te poses pas trop de questions, la science s’occupe de tout. » Ce qui autorise un médecin japonais à appeler ses concitoyens à user du sourire comme bouclier anti-rayonnement.

La rationalité scientifique à l’œuvre aujourd’hui, qui définit les seuils de nocivité des substances polluantes ou radioactives après un accident, s’impose à chaque fois comme la vérité qui va façonner le quotidien de celles et ceux qui subissent les conséquences de ces pollutions. Après l’accident de Fukushima, le seuil de radioactivité acceptable passera de 1 à 20 millisieverts par an, cela pour des raisons de gestion des populations.

Aujourd’hui, dans beaucoup de situations ce sont toujours des experts, par l’intermédiaire de l’instrument de mesure, de la modélisation et de leurs concepts qui seraient les mieux placés pour nous révéler *la réalité,* nous expliquer comment aménager le monde de manière « réaliste », créer de la croissance, nous dire ce qui est dangereux ou pas… Pourtant chacun, chacune perçoit le monde (social, vivant) selon sa propre histoire, ses propres expériences et se retrouve capable d’énoncer une réalité propre de ce qu’il ou elle vit. L’expert quant à lui, va construire une réalité scientifique subordonnée aux instruments de mesure et à la technique qui se revendiquera valable pour tous à partir du moment où cette expérience serait reproductible…en laboratoire. Il déréalise le monde en construisant UNE réalité scientifique, et en réduisant l’expérience vécue à une donnée, méprisant toute réflexion sortant du cadre défini par l’expert lui-même. Et ce sont bien ces réalités scientifiques

imposées par la gestion bureaucratique, assénées quotidiennement dans les médias, enseignées à l'école, etc., qui participent à nous déposséder de nos facultés de penser et d'agir sur le monde qui nous entoure.

Heureusement, il arrive encore souvent que les choix dits *rationnels* imposés par la société industrielle (aéroport, autoroute, centrale à gaz, centrale nucléaire…), au nom du sacro-saint développement économique, fassent surgir des résistances populaires. C'est à chaque fois leur réalité à base de chiffres face aux *réalités*, *aux évidences politiques* de ceux et celles qui prennent part à ces mouvements de lutte. Sur le terrain de l'opposition à la THT, c'est ainsi une vision du monde qui s'exprime en champs électromagnétiques, en volts, en hertz, en kilomètres face à une vision du monde qui s'exprime à partir de souffrances réellement ressenties, de considérations esthétiques autant que d'une connaissance politique de ce à quoi participent ces pylônes (une société centralisée, nucléarisée, etc.). Autant de considérations jamais réductibles à une quelconque mesure objective du monde. Même si, sur le terrain du développement de l'éolien industriel, des experts, plus délirants les uns que les autres et jamais rassasiés d'éprouver leur toute puissance, ont imposé une « mesure objective de la qualité des paysages »…

Dans certains mouvements, la contre-expertise scientifique, menée par des cabinets spécialisés ou portée par des militants devenus spécialistes, est proposée comme une arme pour le mouvement afin de démontrer, « sur leur propre terrain », l'irrationalité (économique, environnementale…) du projet combattu.

Au sein de la lutte anti-THT certains se sont battus pour obtenir une étude épidémiologique de terrain censée expertiser la dangerosité des champs vagabonds électromagnétiques émis par une ligne très haute tension (400 000 volts) afin de pouvoir démontrer scientifiquement aux politiques que ce projet est dangereux. L'État a refusé cette demande, occasionnant chez beaucoup le sentiment que ces politiciens bafouaient la démocratie en faisant la sourde oreille. Mais imaginons que cette contre-expertise ait été diligentée, le sens de la lutte aurait sûrement été centré sur cette étude et la nécessité de la faire respecter par la justice pour faire arrêter le projet. Le problème, à ce moment-là, est que les arguments politiques de la lutte seraient aux mains de quelques militants possédant les clefs et le discours de la précieuse contre-expertise, seuls donc à même de dialoguer avec le pouvoir, quand bien même ce serait nécessaire. Ceci va difficilement de pair avec une lutte où l'on tente de partager au maximum les responsabilités, les décisions et l'organisation. Par ailleurs une lutte basée centralement sur de tels arguments s'offre aux jeux de polémiques des experts qui trouveront toujours des moyens pour contester la fiabilité des données. Il est toujours utile de rappeler qu'en matière de nucléaire dans la

Manche, une étude épidémiologique menée par le professeur Viel avait démontré une récurrence de leucémies anormalement élevées. La preuve irréfutable des conséquences de la radioactivité sur les humains était clairement apportée en même temps que la contamination du Cotentin était avérée. Qu'à cela ne tienne, la modélisation mathématique produite en réponse par les experts d'Areva, pure abstraction mais faisant appel à des sciences dites dures, venait enfler la polémique et discréditer la réalité en affirmant que le modèle mathématique disait le contraire et offrait une interprétation plus fiable de la réalité. Et alors que la foire d'empoigne potentiellement sans fin de ces experts occupe le terrain, se perdent dans le même temps les raisons « non-scientifiques » de s'opposer à tel ou tel projet industriel.

On peut ici dresser un tableau sommaire de différentes situations fabriquées par la centralité de la contre-expertise dans les mouvements d'opposition à des projets étatico-industriels. La vacuité de la contre-expertise devient encore plus flagrante quand on regarde les luttes où elle semble avoir apporté un élément décisif dans des situations interprétées comme des victoires.

– Récemment, du côté de Brest, l'opposition à la construction d'un centre de formation du club de football local a pu s'enorgueillir d'avoir fait annuler le projet grâce à la présence démontrée sur le site d'une race d'escargot de Quimper, rare et protégée par la loi. Si nul ne fait semblant d'ignorer l'ironie de l'histoire et l'aspect dérisoire de cet argument, la victoire ici ne signe absolument pas l'avancée d'une critique anticapitaliste mais affirme *a contrario* l'avancée de l'adhésion au concept de « biodiversité ». Ce concept, qui apparaît aussi neutre et pavé des meilleures intentions que celui de « droits de l'homme », est pourtant une pure abstraction fabriquée par des experts dans une intention bien précise. En fondant un rapport au monde sur la base de cette abstraction (« préserver la biodiversité »), il s'agit d'abord de discréditer et de rendre obsolète un antique rapport au monde qui se vivait sous la forme intuitive de prendre soin des relations avec le « vivant » et les êtres – humains ou non – qui le constituent. S'y substituant, le concept de biodiversité ne fait pas que modifier un imaginaire, il appelle aussi d'autres moyens pour l'entretenir. Définissant une « réalité » totalisante dont nos actes ne seront jamais à la hauteur, la « préservation de la biodiversité » ne peut faire appel qu'à l'intervention de mégastructures bureaucratiques ou industrielles. Ce concept inscrit donc dans le marbre notre dépossession à l'égard de nos moyens d'existence en même temps que l'autorité des experts pour gérer nos vies. S'appuyer sur ce concept dans les luttes est donc le meilleur moyen de

s’assurer à terme d’une perte de pouvoir sur nos existences. Le comble ici est qu’à force d’apparaître comme la « réalité », cette abstraction finit par fabriquer des affects, amenant par exemple une militante de Notre-Dame-des-Landes à pleurer de rage devant les caméras en évoquant « l’atteinte à la biodiversité » que constitue ce projet d’aéroport. Une lutte pour l’émancipation peut ainsi fabriquer les conditions d’incarcération dans un monde d’artefacts industriels où la réalité n’est plus ce qui nous est palpable, mais seulement ce qui s’annonce préhensible par les mégastructures industrielles et bureaucratiques. Un escargot n’est ainsi plus un escargot avec son potentiel de relations toujours à inventer ou à ignorer, mais une politique de gestion à laquelle il faut se conformer.

– Plus à l’Est, il y a quelques années, c’est un projet autoroutier Le Mans-Tours qui a subi les affres d’un scarabée « protégé », le pique-prune. La contre-expertise n’apparaît pas ici seulement comme la caution de ce concept de biodiversité et du monde qui va avec mais surtout comme grosse d’illusions. Si ce pique-prune a certes interrompu pendant plus de cinq ans les travaux, les instigateurs du projet n’auront pas eu de grandes difficultés à accepter le déplacement d’un tronçon de l’autoroute, permettant d’achever le projet. La lutte, assurée d’avoir trouvé avec le scarabée son Graal, aura à la fois perdu mais n’aura jamais su faire exister centralement d’autres raisons d’en vouloir à ce projet et n’aura jamais su se donner d’autres moyens que les ficelles juridiques qu’imposent de tirer cette « préservation de la biodiversité ». Cette balafre est désormais anoblie d’un label HQE (haute qualité environnementale) pour son respect de la nature…

– Les réveils peuvent être encore plus durs quand une lutte s’est entièrement focalisée sur la pertinence supposée de la contre-expertise et que celle-ci est méprisée par les autorités, après maintes petites victoires juridiques qui donnaient raison aux opposants. C’est notamment le cas de l’opposition au projet d’usine de retraitement et de stockage de déchets à Gaël, en Ille-et-Vilaine. Après avoir été reçus positivement devant tous les tribunaux compétents, les arguments de préservation de la biodiversité et de la ressource en eau auront été piétinés comme il se doit par un préfet plus soucieux de préserver les intérêts économiques du SMICTOM, qui avait déjà préacheté son usine pour un montant de 15 millions d’euros. L’effet pervers de la situation est ici, comme en Sarthe, que la lutte ne se sera jamais donné d’autres moyens que juridiques pour installer un rapport de force. Poussant au bout cette dynamique de défaite, les opposants ne trouvent aujourd’hui rien de mieux que de se scandaliser de l’atteinte portée aux projets touristiques que constitue cette usine. S’oublie facilement, faute d’avoir compris contre quoi il s’agissait de s’opposer, que l’industrie touristique n’a rien à envier à une décharge en termes

de reconfiguration et d’artificialisation d’un territoire. La contre-expertise s’affirme ici comme l’allié privilégié pour s’assurer que la marche du monde ne dévie pas d’un iota.
– La perversité de la contre-expertise a sans doute atteint son comble dans le cadre du mouvement d’opposition aux OGM en France et en Europe de manière générale. Une première approche conviendra que la contre-expertise aura d’abord apporté des arguments décisifs pour démontrer et démonter le délire scientiste en jeu derrière ces plantes mutantes. Beaucoup se félicitent aujourd’hui d’une victoire sur ce terrain, reconnaissant dans les législations européennes et françaises, induites par les arguments de cette contre-expertise, un frein dans le déploiement de l’ingénierie génétique. Rappelons que cette législation autorise aujourd’hui la commercialisation de tous les OGM et distribue, certes au compte-gouttes, des autorisations de mise en culture. La victoire se logerait dans le fait que les citoyens ont obtenu l’obligation de traçabilité et d’étiquetage des OGM. Le comble est ici qu’une lutte qui faisait apparaître au grand jour le délire de volonté de maîtrise absolue du vivant aboutisse par le biais bureaucratique à l’amplification des politiques d’administration du vivant où plus rien ne doit échapper aux politiques normatives et aux dispositifs de surveillance et de contrôle. La contre-expertise révèle ce qu’elle est essentiellement. En portant un regard de « technicien » sur le monde, ce dernier finit par se confondre avec une mécanique dont il s’agit d’optimiser le rendement. La politique devenant une simple gestion du fait accompli.

L’aveuglement et la déformation de la réalité que produit l’usage de la contre-expertise comme argument central d’une opposition confinent parfois à l’ignominie. Concernant la ligne THT Cotentin-Maine, alors que les « Verts » auront pollué la lutte jusqu’à son terme avec leur exigence d’étude épidémiologique, ceux-ci auront eu le cynisme de continuer à réclamer cette étude une fois la ligne achevée. Non content d’acter la défaite de la lutte à laquelle ils n’ont pris part qu’en politiciens, ces derniers ne voient que d’un bon œil la mise en place d’une ferme témoin sous la ligne ; animaux et humains devenant de simples cobayes d’un laboratoire à ciel ouvert, avec capteurs dans tous les recoins. À vie mutilée par les champs électromagnétiques vagabonds, on ajoute le bonheur de pouvoir être inspecté en temps réel sous tous les angles. La transparence totale enfin réalisée. On voit déjà les graphiques comparatifs des courbes croissantes de leucocytes dans le lait de vache avec les courbes décroissantes des globules blancs chez le paysan donner lieu à d’infinies querelles d’experts sur « qui de la poule ou de l’œuf ? »…

Entendons-nous bien. Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de l'ignorance comme garantie d'avoir raison sur tout. Il est évident par exemple que les travaux de Nesterenko et de Bandajevski en Biélorussie sur les effets de l'exposition chronique à une irradiation interne à faibles doses sont des éléments essentiels non seulement pour sauver des vies mais aussi pour renforcer la détermination à vouloir en finir avec le nucléaire. Mais cette recherche de connaissance ne peut jamais être déliée des questions « pour qui ? » et « pour quoi ? ». Enfermées dans une dictature du pragmatisme gestionnaire ces connaissances sont systématiquement l'occasion de s'adapter au désastre plutôt que de s'en prendre à ses causes. Il en va ainsi d'une connaissance de la contamination radioactive à Tchernobyl ou à Fukushima, plus souvent l'occasion de s'habituer à rester sur place que de favoriser les possibilités d'exil. Il est difficile de l'exprimer plus clairement que ne l'ont fait Riesel et Semprun dans leur livre intitulé *« Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable »* :

> *« Il y avait de l'histoire, il n'y a plus qu'une gestion raisonnée des "ressources ". Convenablement modélisé, avec tous les paramètres requis, le devenir historique se réduit à un résultat calculable, et ce, merveilleuse coïncidence, au moment où justement les experts disposent d'une puissance de calcul inégalée et toujours croissante. Le sort de l'humanité est donc scientifiquement scellé : il ne lui reste plus qu'à optimiser la maintenance de son fragile biotope terrestre. C'était le programme de l'écologie scientifique, c'est en train de devenir celui de tous les États. »*

Et plus loin :

> *« En liaison avec son postulat implicite selon lequel la connaissance exacte de la détérioration du milieu vital devrait nécessairement être un "facteur de révolte", la critique des nuisances a été portée à accorder une place exorbitante à la dissimulation, au mensonge, au secret : selon un vieux schéma, si les masses savaient, si on ne leur cachait pas la vérité, elles se révolteraient […] Il faut donc penser que c'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance, plutôt que le contraire. »*

Il est regrettable mais pas irrémédiable que nous n'ayons pu trouver suffisamment d'espaces de discussions collectives pour débattre ensemble de ces questions, au sein de l'assemblée du Chefresne. Pourtant ce sujet a sûrement le mérite de nous poser des questions de fond qui paraissent indispensables dans une lutte qui dure.

L'expertise scientifique, son discours, ses concepts, abîment nos facultés à questionner par nous-même le monde dans lequel nous vivons, et sont guidés par des intérêts qui ne sont pas les nôtres. C'est bien pour cela qu'un ingénieur et un économiste ne peuvent pas comprendre la rage et la peine d'une famille contrainte de vivre tous les jours sous une ligne à très haute tension. Leur monde vu par les chiffres et les mesures de toutes sortes nous enferme toujours plus dans l'acceptation d'une société si complexe qu'on ne voit plus comment agir dessus.

Des experts et des idéologues mal intentionnés planifient cela dans leur bureau, contrairement à ceux qui ont pu auparavant avoir l'usage de ces terres et qui y étaient liés quotidiennement. Aujourd'hui, les écologistes au pouvoir ont bien abandonné la lutte au profit d'une place chaude au gouvernement, les porte-parole d'Areva n'hésitent pas à déclamer le côté écologique du nucléaire (cette énergie serait une solution pour diminuer les rejets de carbone selon des calculs forcément hasardeux au vu de la complexité de cette industrie…), partout le citoyen est sommé de trier rigoureusement ses déchets pour sauver la planète et remplir les poches de géants économiques comme Veolia. Ne remettant pas en cause le fonctionnement des pouvoirs politiques et économiques en place, l'écologisme ne peut que s'enfoncer dans « la cogestion du désastre en cours », et aider à construire un monde régit par la valeur marchande, la mesure, la traçabilité à base de puces électroniques… Le discours de l'expertise, même écologique, doit être remis en cause, parce qu'il n'est pas neutre, il sert toujours des intérêts et colonise l'avenir.

C'est forcément un travail de longue haleine que de retrouver collectivement une autonomie de réflexion pour se défaire de la domination de « l'expertise ».

Lutter contre le monde qui produit ces projets, c'est construire plus d'autonomies matérielles collectives face au monde industriel, et surtout plus d'autonomies politiques afin de retrouver plus de pouvoir politique que simplement avoir le devoir de choisir la couleur du papier peint de l'assemblée.

Annexe 1

Compte rendu de la 2e séance parlementaire du lundi 30 octobre 2000
Mme la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'environnement (Mme Dominique Voynet) :

- « Monsieur le député, la desserte aérienne des métropoles régionales est bien trop tributaire du passage par Paris. À l'avenir, le développement de cette desserte se fera davantage par des lignes directes, nationales ou internationales. Il s'agit là d'un élément clé pour l'avenir de ces métropoles, qui apparaît d'autant plus indispensable que monte en puissance la perspective de la saturation des aéroports parisiens. Vous serez d'accord avec moi pour reconnaître que nous avons un effort particulier à réaliser en faveur du rééquilibrage de la localisation des équipements vers l'ouest de notre pays. C'est pourquoi il a semblé nécessaire, compte tenu des nuisances qui pesaient sur les habitants de Nantes, de déplacer l'aéroport actuel sur le nouveau site de Notre-Dame-des-Landes, à une douzaine de kilomètres au nord de la ville. Ce site fait l'objet de réserves foncières depuis une vingtaine d'années. La réalisation est inscrite au projet de schéma de services collectifs de transport et 10 millions de francs ont été inscrits au contrat de plan 2000-2006 pour engager les études préliminaires. Sur ce nouveau site, l'aéroport de Nantes offrira un meilleur service à la clientèle bretonne, en lui proposant des services aériens n'existant pas sur les aéroports bretons, notamment sur celui de Rennes-Saint-Jacques. La ville de Rennes étant située à 90 kilomètres du site de Notre-Dame-des-Landes, je n'imagine pas qu'un tel équipement ne soit pas desservi par le train. La ligne actuelle Nantes – Rennes pourrait être le meilleur vecteur pour cette desserte. Des études devront être menées dans ce sens et l'État devra y prendre toute sa part. C'est l'un des enjeux de la directive territoriale d'aménagement en cours d'élaboration. »

Annexe 2

Liste des dégradations relevées par RTE sur les chantiers de la ligne THT Cotentin-Maine

– Le 25 septembre 2010 a eu lieu une opération de déboulonnage sur le pylône numéro 158 sur la commune d'Isigny-le-Buat (50)

– Le 8 janvier 2011 a eu lieu une manifestation et occupation sur le site du chantier du poste de TAUTE sur la commune de Raids (50)

– le 23 avril 2011 ont eu lieu une occupation du chantier du poste de TAUTE sur la commune de Raids (50) et une opération de déboulonnage de pylônes situés sur cette commune.

– le 5 novembre 2011 a eu lieu l'occupation de l'une des propriétés acquises par RTE sur le tracé de la ligne sur la commune de Notre-Dame de Cenilly (50)

– le 15 janvier 2012 a eu lieu une dégradation de la foreuse située sur le site du pylône 161 sur la commune de Notre-Dame-de-Cenilly (50).

– le 26 janvier 2012 ont eu lieu des manifestations visant à entraver la réalisation de travaux sur les pylônes numéro 122 L et C, 123 L et C, 124 L et C sur la commune de Hauteville la Guichard (50)

– le 31 janvier 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage et de démontage du pylône numéro 438 situé sur la commune de Montaudin (53).

– le 1er février 2012 a eu lieu la dégradation d'une foreuse sur le pylône numéro 254 situé sur la commune de Saint-Maur des Bois (50)

– le 1er février 2012 a eu lieu la dégradation d'une foreuse sur le pylône numéro 310 situé sur la commune de Cuves (50)

– le 10 février 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage des pylônes numéro 159 C et 157 C situés sur la commune de Notre-Dame de Cenilly.

– le 12 février 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage du pylône numéro 209 situé sur la commune de Maupertuis (50)

– le 20 février 2012 a eu lieu la dégradation d'une mini-pelle appartenant à la société LOXAM sur le site d'un pylône en Mayenne (53)

– le 23 février 2012 a eu lieu une dégradation du pylône n°332 sur la commune de Le Mesnil Rainfray (50).

– le 23 février 2012 également, plusieurs individus ont dégradé le véhicule de Monsieur Pierre Alain JACOB, chargé de concertation pour RTE et l'ont menacé de mort sur le site du pylône n°577 sur la commune de Beaulieu-sur-Oudon (53).

– le 29 février 2012, en marge d'une manifestation prévue à Cerisy-la-Salle (Rando THT), un groupe de personnes est venu bloquer entre 9h et 10h30 l'entrée du dépôt d'un chantier situé à Cametours (50).

– le 5 mars 2012, un groupe d'une douzaine de personnes s'est opposé aux travaux d'élagage nécessaires pour l'implantation du futur pylône n°P537 sur la commune d'Erbrée (35).

– le 6 mars 2012, 50 panneaux de signalisation ont été dérobés ou dégradés sur le parcours de la ligne THT sur la commune de Fougerolles du Plessis et Saint-Berthevin la Tannière (53).

– le 11 mars 2012, plusieurs dégradations ont eu lieu sur le pylône 447 situé sur la commune de Larchamp (53) et sur les pylônes 249 et 250 situés sur la commune de Saint-Aubin des Bois (14).

– le 11 mars 2012 également des dégradations ont eu lieu sur le pylône 448 situé sur la commune de Larchamp (53).

– le 12 mars 2012, des dégradations ont eu lieu sur des engins travaillant sur le pylône n°203 situé sur la commune de Le Guislain (50)

– le 14 mars 2012, des dégradations ont de nouveau été commises sur le pylône 577 situé sur la commune de Beaulieu sur Oudon (53)

– le 18 mars 2012, une opération de déboulonnage a eu lieu sur le site du pylône n°118 à Saint-Martin d'Aubigny (50)

– le 19 mars 2012, une manifestation d'opposition aux travaux a eu lieu sur le site du pylône n°220 sur la commune de Montabot (50)

– le 19 mars 2012, du lisier a été épandu sur une centaine de mètres carrés sur l'empierrement où doit être édifié le pylône n°223 sur la commune de Montabot (50)

– le 20 mars 2012 a eu lieu la dégradation de deux véhicules de chantier (visseuses) sur le pylône n°220 sur la commune de Montabot (50)

– le 22 mars 2012 a eu lieu une manifestation sur le site du pylône n°132 sur la commune de Le Lorey (50)

– le 29 mars 2012 a eu lieu une opposition à travaux d'élagage sur le site du pylône n°223 sur la commune de Montabot (50)

– le 30 mars 2012 a eu lieu un vol de cuivre sur le chantier MCCF situé sur la commune de Bourgneuf (53)

– le 30 mars 2012 a également eu lieu une dégradation sur le pylône n°369 dans le ressort de la Gendarmerie de Le Teilleul (50)

– le 30 mars 2012 a eu lieu une opposition à travaux sur le site du pylône n°114 sur la commune de Saint-Martin d'Aubigny (50)

– le 30 mars 2012 a eu lieu une opposition à travaux sur le site du pylône n°222 sur la commune de Montabot (50)

– le 13 avril 2012 a eu lieu une opération de déboulonnage sur le pylône n°566 sur la commune de Saint-Cyr le Gravelais (53)

– le 17 avril 2012 a eu lieu une opération de dégradation de déboulonnage sur le pylône n°137 situé sur la commune de Cametours (50).

– le 20 avril 2012 a eu lieu une dégradation de matériel sur le site du pylône n°234 sur la commune de Montbray (50).

– le 20 avril 2012 ont eu lieu des vols et dégradations sur le dépôt de chantier de la Chapelle Janson (35).

– le 24 avril a eu lieu une dégradation de 4 embases sur le site du pylône n°15O sur la commune de Dangy (50).

– le 25 avril a eu lieu une dégradation du réglage d'embase sur le pylône n°153 sur la commune de Dangy (50).

– le 25 avril a eu lieu une dégradation (déboulonnage, cornières tordues) du pylône n°155 sur la commune de Cenilly (50).

– le 25 avril a eu lieu une dégradation d’une embase sur le pylône n°119 sur la commune de Feugère (50).

– le 25 avril a eu lieu un blocage du dépôt de chantier situé sur la commune de Fleury (50).

– le 25 avril a eu lieu une manifestation au dépôt de chantier situé à la Chapelle Janson (35).

– le 25 avril a eu lieu une dégradation d’une embase du pylône n°202 sur la commune du Guislain (50).

– le 25 avril a eu lieu une dégradation du pylône n°369 sur la commune de Lapenty (50).

– le 25 avril a eu lieu une opposition à travaux sur le pylône n°543 à Bréal-sous-Vitré (35).

– le 28 avril ont eu lieu une manifestation et des dégradations sur les pylônes 560 et 561 sur la commune de Saint-Cyr le Gravelais (53).

– le 28 avril a eu lieu une dégradation sur le pylône 566 sur la commune de Saint-Cyr le Gravelais (53).

– le 2 mai a eu lieu une dégradation sur les protections de voie sur la portée 133-134 sur la commune de Le Lorey (50).

– le 4 mai a eu lieu un vol de matériel sur le pylône n°378 à Ferrière (50).

– le 5 mai a eu lieu un blocage de l’accès au pylône 544 par la plantation d’arbres à Bréal sous Vitré (35).

– le 6 mai a eu lieu une occupation et dégradation d’un bâtiment appartenant à RTE à Notre Dame de Cenilly (50).

– le 7 mai a eu lieu une dégradation de 3 embases sur le pylône n°202 au Guislain (50).

– le 7 mai a eu lieu une dégradation de grue sur le pylône 406 sur la commune de Fougerolles du Plessis (53).

– le 10 mai ont eu lieu des dégradations et vols sur foreuse sur le pylône n°107 sur la commune de Saint-Martin d’Aubigny (50).

– le 11 mai a eu lieu la destruction de 10 caisses d’isolateur sur le pylône 147L sur la commune de Carentilly (50).

– le 11 mai a eu lieu une dégradation de grue sur le pylône 205 sur la commune du Guislain (50).

– le 14 mai a eu lieu une opposition à travaux sur le pylône 385 sur la commune de Heussé (50)

– le 15 mai a eu lieu une dégradation de pylône n°147L sur la commune de Carentilly (50)

– le 15 mai a eu lieu une dégradation de pylône n°305 sur la commune de St Laurent de Cuves (50)

– le 16 mai a eu lieu une opposition à travaux sur les pylônes 470 et 471 sur la commune d’Ernée

– le 17 mai a eu lieu une dégradation d’engin sur le pylône 532 sur la commune de Bourgon (53)

– le 20 mai a eu lieu une dégradation de foreuse au pylône 385 sur la commune d’Heussé (50)

– le 21 mai a eu lieu une dégradation de pylône 155L sur la commune de Notre Dame de Cenilly (50).

– le 30 mai a eu lieu une dégradation du pylône 511 sur la commune de Juvigné (53).

-le 31 mai a eu lieu une dégradation sur la commune de Le Lorey (50).

À suivre…

Annexe 3

« Quelques conseils pratiques pour magouiller une assemblée générale

1- Temporiser au maximum avant de commencer l'AG (prétexter des raisons techniques, retard d'une délégation qui ne représente qu'elle-même, panne de micro, etc.).

2- Propulser un président de séance, ni trop connu ni inconnu, sans le faire élire.

3- Faire voter un ordre du jour (bilans, débats, propositions…) où les questions importantes sont évidemment traitées en dernier.

Le bilan consiste à rappeler plusieurs fois les mêmes faits bruts que tout le monde connaît. C'est l'occasion pour les artistes de faire leur premier tour de piste. Faire en sorte que les débats s'enlisent dans des questions de détail, que l'on peut même soumettre au vote.

4- Faire voter des motions ou résolutions n'ayant de préférence aucun rapport avec l'AG (défilé des délégués d'institut).

5- Tenir le plus longtemps possible le micro. Il est d'ailleurs de bon ton de protester contre la « nocivité » dudit micro à l'aide de phrases types :

- « Ce serait plus démocratique sans micro »
- « Je n'ai pas besoin de micro pour me faire entendre »

6- Placer des perroquets (peu connus) dans divers endroits de l'amphi.

7- Faire respecter scrupuleusement le formalisme démocratique.

8- Faire parler un orateur professionnel que tout le monde écoutera avec respect. Son discours rhétorique récupérera toutes les idées émises jusqu'alors, ce qui lui donnera d'autant plus de poids pour imposer ses conclusions personnelles.

9- Bombarder l'AG de votes. Embrouiller volontairement la formulation de ces nombreux votes (« Êtes-vous pour un gouvernement de gauche qui abolit la propriété privée ou pour un gouvernement de droite à visage humain ? »).

10- Passer aux questions importantes après plusieurs heures de débats foireux quand ne reste plus dans la salle qu'une poignée d'irréductibles prêts à voter n'importe quoi. »

Clermont-Ferrand, mars 1976

Annexe 4

Le groupe d'affinité

« Dans cette catégorie des groupements utiles, mais dont l'inéluctabilité ne s'impose pas à tous, peuvent se ranger les groupes d'affinité que, durant longtemps, les diverses écoles sociales et révolutionnaires ont préconisés comme base de groupement et que certains n'ont pas même hésité à proclamer supérieurs au syndicat.

Le groupe d'affinité est un groupement « d'idées », « d'opinions », et non « d'intérêts » ; c'est le cercle social, le groupe d'études, l'Université populaire, etc.
Il y a, dans ces groupements, cohésion intellectuelle, communion morale, identité d'aspirations, similitudes d'espoirs et de vues d'avenir, etc., mais il y manque la base matérielle qui puisse donner à ces groupements une vitalité durable ; n'étant que la résultante de postulats cérébraux – et non d'intérêts tangibles –, ils risquent de se disloquer lorsque les aspirations qu'ils synthétisent cessent d'être en pleine harmonie ou lorsqu'une réalisation, trop longue à venir, émousse les énergies.
C'est à ces symptômes de désagrégation qu'il faut attribuer la stagnation des groupements d'affinité. Ils peuvent, en des périodes de surexcitation sociale, acquérir un développement considérable, mais c'est un phénomène factice car, leur recrutement étant subordonné à l'acceptation par les nouveaux adhérents des théories qui y sont en honneur, il s'ensuit que ce recrutement est difficultueux. Puis, par cela même que, dans ces groupements, tout intérêt matériel y fait défaut, il y a tendance à quintessencier, à se satisfaire en des abstractions et, aussi, à s'isoler de la masse du peuple.
Pour venir au groupe d'affinité, s'y complaire et désirer y retourner, il faut déjà avoir subi une évolution intellectuelle, avoir compris tout l'odieux de la société actuelle et vouloir sa transformation. Le travailleur inconscient qui s'y fourvoie risque de ne pas éprouver de satisfaction aux discussions qui s'y déroulent et dont, encore, il ne saisit pas la portée ; il y a donc peu de chance pour que, faute d'impulsion tangible, il se désintéresse et ne retourne pas en ce milieu.
L'expérience est là, démontrant la véracité du fait : les groupes d'affinité qui, depuis un quart de siècle, ont pullulé, malgré la propagande intense dont ils ont été le foyer, n'ont pas eu une croissance régulière ; leur développement et leur vitalité ont été subordonnés aux activités individuelles au point que, lorsque celles-ci sont ralenties ou ont manqué, le groupe d'affinité s'est assoupi.

Malgré cela, on ne saurait nier que l'œuvre de ces groupements n'ait été féconde ; dans la période écoulée ils ont, en bien des milieux, éveillé les consciences populaires et, par cela même, facilité l'éclosion de groupements d'ordres divers, à commencer par les syndicats.

Aussi cette critique des groupes d'affinité est-elle une simple indication que leur besogne, pour si éminemment bonne qu'elle soit, n'est pas primordiale ; elle ne saurait dispenser de participer à l'action syndicaliste qui, parce qu'elle a ses racines dans le terrain économique, est seule qualifiée pour modifier les conditions de travail et préparer et mener çà bien la transformation sociale. »

ÉMILE POUGET, *L'Action directe et autres écrits syndicalistes (1903-1910),* éd. Agone, p.95-96.